



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 octobre 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, October 3rd, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue; sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning: but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.
Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Quebec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 16069-53)

Ace Construction Company Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, avocat, J.-Maurice Paquet, courtier, J.-Eugène Belair, publiciste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants.

Agir comme constructeur, entrepreneur en tout ce qui concerne la construction commerciale et non commerciale, sous le nom de "Ace Construction Company Ltd", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 3929, rue St-Denis, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611-o

L. DÉSILETS.

Letters Patent

(A.G. 16069-53)

Ace Construction Company Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August 1953, incorporating: Maurice-S. Hébert, advocate, J.-Maurice Paquet, broker, J.-Eugène Belair, publicist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a builder, and contractor in everything connected with construction work, commercial or otherwise, under the name of "Ace Construction Company Ltd", with a capital of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 3229, St. Denis Street, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-fourth day of August 1953.

L. DÉSILETS,
35611

Deputy Attorney General.

(P.G. 19777-53)

Albéric Noreau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième août 1953, constituant en corporation: Albéric Noreau, industriel, Aimé Gingras, plombier, Robert Allard, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le métier de plombiers et exécuter tous travaux de plomberie, et tous travaux et contrats d'entrepreneurs-électriciens, sous le nom de "Albéric Noreau Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinquième août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611-o

L. DÉSILETS.

(P.G. 19696-53)

Association Colombienne de Sept Iles Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Dupuis, infirmier, Gérard LePage, ingénieur, Marcel Pelletier, comptable, Charles-Eugène Paradis, gérant de la coopérative d'électricité de Sept Iles, tous de Sept Iles, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Organiser et administrer un club social et athlétique pour la récréation de ses membres et pour l'encouragement des activités sociales dans la ville des Sept Iles, sous le nom de "Association Colombienne de Sept Iles Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sept Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611-o

L. DÉSILETS.

(P.G. 19776-53)

**Bald Mountain Oil Company
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-chinquième jour d'août 1953, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Jonathan J. Robinson, avocat de Westmount, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux et les exploiter, sous le nom de "Bald Mountain Oil Company", (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital de \$5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

(A.G. 19777-53)

Albéric Noreau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of August 1953, incorporating: Albéric Noreau, industrialist, Aimé Gingras, plumber, Robert Allard, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade of plumbers and perform all kinds of plumbing work, and carry out the work and contracts of electrical-contractors, under the name of Alberic Noreau Inc., with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-fifth day of August 1953.

L. DÉSILETS,

35611

Deputy Attorney General.

(A.G. 19696-53)

Association Colombienne de Sept Iles Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of August 1953, incorporating without share-capital: Marcel Dupuis, male nurse, Gérard LePage, engineer, Marcel Pelletier, accountant Charles-Eugène Paradis, manager, of the Electricity Cooperative of Seven Islands, all of Seven Islands, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To organize and manage a social and athletic club in order to provide recreation for its members and promote social activities in the town of Seven Islands, under the name of "Association Columbienne de Sept Iles Inc."

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the Company will be at Seven Islands, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-fourth day of August 1953.

L. DÉSILETS,

35611

Deputy Attorney General.

(A.G. 19776-53)

**Bald Mountain Oil Company
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1953 incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, Jonathan J. Robinson, advocate, of Westmount, Ethel Yussem, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Bald Mountain Oil Company" (No Personal Liability) with a capital stock of \$5,000,000. shares of \$1. each.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611 L. DÉSILETS.

(P.G. 19745-53)

Belle-Vue Upholstering & Bedding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation: Louis Berman, rembourreur, Irving Friedman, ingénieur, Moses Feigenbaum, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et faire le commerce d'articles rembourrés, meubles, literie, matelas, lits et ressorts, sous le nom de "Belle-Vue Upholstering & Bedding Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611 L. DÉSILETS.

(P.G. 16253-53)

Benjamin G. Church Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juillet 1953, constituant en corporation: John Richard Hyde, Jean-Jules Gadbois, avocats, Jean Markland Aird, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Benjamin G. Church Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1655 avenue Lincoln, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611 P. FRENETTE.

(P. G. 19460-55)

Benn's Cash and Credit Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août 1953, constituant en corporation: Albert Marcus, Isidore Prazoff,

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares,

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35611-o Deputy Attorney General.

(A.G. 19745-53)

Belle-Vue Upholstering & Bedding Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: Louis Berman, upholsterer, Irving Friedman, engineer, Moses Feigenbaum, advocate, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in upholstered articles, furniture, bedding, mattresses, beds springs, under the name of "Belle-Vue Upholstering & Bedding Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35611-o Deputy Attorney General.

(A.T. 16253-53)

Benjamin G. Church Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of July, 1953, incorporating: John Richard Hyde, Jean-Jules Gadbois, advocates, Jean Markland Aird, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Benjamin G. Church Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1. each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1655 Lincoln Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1953.

P. FRENETTE,
35611-o Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 19460-53)

Benn's Cash and Credit Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: Albert Marcus, Isidore Prazoff, advocates, Doris Marshall,

avocats, Doris Marshall, secrétaire, tous des secretary, all of the City and judicial district of cité et district judiciaire de Montréal, pour les Montreal, for the following purposes: objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers d'articles vestimentaires de toutes sortes, marchandises sèches, chaussures, fournitures de maison et textiles, sous le nom de "Benny's Cash and Credit Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

(P. G. 19720-53)

Ben Talisman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation: Ben Talisman, vendeur, John Jacob Gotlieb, Albert Gomberg, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et disposer de fourrures brutes ou préparées et manufacturées, peaux vertes, articles de fourrures, peaux brutes et garnitures en fourrure; et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, tissus et lainages, sous le nom de "Ben Talisman Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 185 ouest, rue St-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

(P.G. 19458-53)

Best Made Clothing Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août 1953, constituant en corporation: Martin Ritter, administrateur, Morris Schwarcz, tailleur, tous deux de la cité de Montréal, et Ludvig Schwarcz, tailleur, de Caracas, Vénézuéla, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de vêtements, marchandises sèches, soies, lainages et tissus de toutes sortes, sous le nom de "Best Made Clothing Company, Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3842 boulevard St-Laurent, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611

P. FRENETTE.

To carry on the business of manufacturers of wearing apparel of all kinds, dry goods, footwear, house furnishings and textiles, under the name of "Benny's Cash and Credit Inc.", with a capital stock of \$10,000. divided into 1,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Shawinigan Falls, judicial district of Three Rivers.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(A. G. 19720-53)

Ben Talisman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: Ben Talisman, salesman, John Jacob Gotlieb, Albert Gomberg, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and dispose of raw or dressed and manufactured furs, skins, articles of fur, hides and fur trimmings; and deal in all kinds of garments, fabrics, woollens, under the name of "Ben Talisman Inc.", with a capital stock of \$40,000. divided into 200 preferred shares of \$100. each, and 200 common shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at 185 St. Paul Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 19458-53)

Best Made Clothing Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1953, incorporating: Martin Ritter, executive, Morris Schwarcz, tailor, both of the city of Montreal, and Ludvig Schwarcz, tailor, of Caracas, Venezuela, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in clothing, dry goods, silks, woollens and materials of all kinds, under the name of "Best Made Clothing Company, Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 3842 St. Lawrence Boulevard, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1953.

P. FRENETTE,

35611-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 19729-53)
Community Press Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août 1953, constituant en corporation: Lyon W. Jacobs, c.r., avocat, de la cité de Montréal, Alvin B. Jacobs, avocat, de Ville Mont-Royal, Mabel Bourque, secrétaire, de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Imprimer, publier, et faire le commerce de journaux, quotidiens, revues, magazines, livres et autres publications, annonces, gravures, enseignes, écritœux d'annonces, plaques avec nom, et spécialités de toutes sortes utilisées dans tout emplacement réservé à la publicité, sous le nom de "Community Press Inc.", avec un capital de \$3,000, divisé en 30 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,
 35611 L. DÉSILETS.

(P.G. 19459-53)
Engine & Marine Consultants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: Raymond Caron, avocat, Joan Anderson, secrétaire, fille majeure, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Lillian Dean, opératrice de téléphone, fille majeure, de Chateauguay Heights, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents ou représentants de manufacturiers et agir en qualité d'agents pour des manufacturiers de machinerie, outillage, marchandises et articles faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier et plastique; exercer le commerce comme agents maritimes, courtiers et expéditeurs maritimes, sous le nom de "Engine & Marine Consultants Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 1000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général,
 35611 L. DÉSILETS.

(P.G. 19130-53)
Ex. Larivière, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept août 1953, constituant en corporation: Jean Trudel, avocat, c.r., Louis-Claude Trudel, avocat, Alice Sanche, célibataire majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins pour l'achat, la vente de marchandises et articles fabriqués de laine, de

(A.G. 19729-53)
Community Press Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1953, incorporating: Lyon W. Jacobs, Q.C., advocate, of the city of Montreal, Alvin B. Jacobs, advocate, of the town of Mount Royal, Mabel Bourque, secretary, of the city of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To print, publish and deal in newspapers, journals, reviews, magazines, books and other publications, advertisements, pictures, signs, show cards, name plate, and specialties of all kinds to be used in advertising space, under the name of "Community Press Inc.", with a capital stock of \$3,000, divided into 30 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
 35611-o Deputy Attorney General.

(A.G. 19459-53)
Engine & Marine Consultants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Raymond Caron, advocate, Joan Anderson, secretary, spinster, both of the City and Judicial district of Montreal, Lillian Dean, telephone operator, spinster, of Chateauguay Heights, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer's agents or representatives and to act in the capacity of agents for the manufacturers of machinery, equipment, goods and articles made, in whole or in part of leather, rubber metal, wood, paper, plastic; to carry on business as steamship agents, ship brokers and forwarders, under the name of "Engine & Marine Consultants Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
 35611-o Deputy Attorney General.

(A.G. 19130-53)
Ex. Larivière, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of August, 1953, incorporating: Jean Trudel, advocate, Q.C., Louis Claude Trudel, advocate, Alice Sanche, spinster, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate stores for the purchase, the sale of merchandise and articles made of wool, cotton,

coton, de rayon, de nylon; d'articles de mercerie, de vêtements; d'articles de quincaillerie, poterie et vaisselle; accessoires électriques; articles de toilette; restaurant, sous le nom de "Ex. Larivière, Limitée", avec un capital de \$200,000, divisé en 1000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611-o

P. FRENETTE.

(P. G. 19744-53)

Fanaberia Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Abraham M. Klein, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, Seymour Spector, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "Fanaberia Investments Inc.", avec un capital de \$1140 divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune, 40 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611

L. DÉSILETS.

(P. G. 19748-53)

Galerie Opera Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août 1953, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard Diamond, tous deux avocats, Gilbert Howard, marchand, Larry Smith, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros et détail, aussi bien importer qu'exporter des antiquités, fournitures de maison, meubles, bijouterie, peintures, gravures, produits en porcelaine, articles faits de cristal ou de verre taillé; exploiter une galerie d'art à des fins d'exposition et vente d'œuvres d'art, sous le nom de "Galerie Opera Limitée", avec un capital de \$60,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611

L. DÉSILETS.

(P. G. 19654-53)

Georges Charron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

rayon, nylon; haberdashery, clothing; articles in hardware, pottery and china; electrical appliances toilet articles; restaurant, under the name of "Ex. Larivière, Limitée", with a capital stock of \$200,000, divided into 1000 common shares of \$100 each and into 1000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August 1953.

P. FRENETTE,

35611 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 19744-53)

Fanaberia Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: Samuel Chait, Abraham M. Klein, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Freda Pomerance, secretary, Seymour Spector, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Fanaberia Investment Inc.", with a capital stock of \$1140, divided into 40 common shares of the par value of \$25. each, 40 first preferred shares of the par value of \$1. each and 20 second preferred shares of the par value of \$5. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o Deputy Attorney General.

(A. G. 19748-53)

Galerie Opera Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: Louis Orenstein, Bernard Diamond, both advocates, Gilbert Howard, merchant, Larry Smith, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal, wholesale, and retail, as well as to import and export antiques, household furnishings, furniture, jewellery, paintings, pictures, porcelain products, objects made of crystal and of cut glass; to operate an art gallery for the purpose of exhibiting and selling objects of art, under the name of "Galerie Opera Limitée", with a capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares of \$100. each, and 300 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o Deputy Attorney General.

(A. G. 19654-53)

Georges Charron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: Jean-Marie Bertrand, comptable, Jacques Philbert, agent, Gilles Caron, commis, tous trois de la ville de Buckingham, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Exercer et exploiter le commerce de meubles et d'appareils électriques, sous le nom de "Georges Charron Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Buckingham, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611-o P. FRENETTE.

(P. G. 19678-53)
Industrial Recovery Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1953, constituant en corporation: J.-Henri Brien, industriel, Ivoj K. Kudrnat, chimiste, tous deux de la cité et du district judiciaire de Montréal, J.-Roger Marceau, travailleur social, de Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce de, et transformer par des procédés chimiques et autres, tous produits de peinture, huile, pétrole et leurs sous-produits; exercer le commerce de mercerie, vêtements, nouveautés, mobiliers de maison et de bureau appareils électriques, sous le nom de "Industrial Recovery Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 20 actions communes de \$100 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7988, 16ème avenue, Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611-o L. DÉSILETS.

(P.G. 12591-53)
**Institut d'Entrainement Mécanique Inc.
Mechanical Training Institute Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1953, constituant en corporation: Joseph-Donat Allard, comptable, L.-Roméo Héroux, courtier en immeubles, de Montréal, Raymond Vallières, dactylo, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une école professionnelle où l'on enseigne, par des leçons ou démonstrations ou de quelque autre manière, la mécanique relative aux véhicules-automobiles, tracteurs et autres véhicules mis par la force motrice, le débossage, la peinture de toute machine; la réfrigération, la radio, la plomberie, sous le nom de "Institut d'Entrainement Mécanique Inc." — "Mechanical Training Institute Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611-o L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Jean-Marie Bertrand, accountant, Jacques Philbert, agent, Gilles Caron, clerk, all three of the town of Buckingham, judicial district of Hull, for the following purposes:

To deal in furniture and electrical appliances, under the name of "Georges Charron Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Buckingham, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1953.

P. FRENETTE,
35611 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 19678-53)
Industrial Recovery Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1953 incorporating: J. Henri Brien, industrialist, Ivoj K. Kudrnat, chemist, both of the city and judicial district of Montreal, J. Roger Marceau, social welfare worker of Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in, and transform through chemical and other processes all products of paint, oil, petrol and their by-products; to deal in haberdashery-clothing, novelties, household and office furniture, electrical apparatus, under the name of "Industrial Recovery Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 20 common shares of \$100 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7988, 16th Avenue, Town of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35611 Deputy Attorney General.

(A.G. 12591-53)
**Institut d'Entrainement Mécanique Inc.
Mechanical Training Institute Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the July fourteen, 1953, incorporating: Joseph-Donat Allard, accountant, L.-Roméo Héroux, real-estate broker, of Montreal, Raymond Vallières, typist, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a professional school where is taught, through lessons or demonstrations or in any other manner, the mechanism relative to motor vehicles, tractors or other motorized vehicles, to remove dents, the painting of any machine; refrigeration, radio, plumbing, under the name of "Institut d'Entrainement Mécanique Inc." — "Mechanical Training Institute Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35611 Deputy Attorney General.

(P.G. 19660-53)

Interprovincial Research & Development Co. (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation: John Bumbray, Lovell Caverhill Carroll, conseils en loi de la Reine, de Ville Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, Jacques P. Dansereau, avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir en capacité d'agents et conseils en publicité et exécuter des travaux de recherches, de développement financiers et commerciaux, sous le nom de "Interprovincial Research & Development Co. (Canada) Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611

L. DÉSILETS.

(P.G. 19688-53)

J. C. Papillon & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huit août 1953, constituant en corporation: J.-Claude Papillon, entrepreneur-plombier, Dame Bella Belleville, épouse séparée de biens dudit J.-Claude Papillon, Fernand Papillon, comptable, Gérard Papillon, plombier, Adélard Papillon, contremaître en plomberie, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux en plomberie et ferblanterie; installateur de systèmes et d'appareils de chauffage, sous le nom de "J. C. Papillon & Fils Limitée"; avec un capital de \$100,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611-o

L. DÉSILETS.

(P.G. 16666-53)

La Cité Modèle de Shawinigan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze août 1953, constituant en corporation: Donat Pruneau, cultivateur, Charles-Edouard Lambert, agent, J.-Omer Beaumont, gérant, de Shawinigan-Sud, J.-Gédéon Desaulniers, contremaître, Bruno Richard, gérant, Henri-Anaclet Beaudet, rentier, de Shawinigan Falls, tous sept du district judiciaire des Trois-Rivières, Louis-Philippe Côté, agent d'immeubles, de Bellflower, Californie, pour les objets suivants:

(A.G. 19660-53)

Interprovincial Research & Development Co. (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: John Bumbray, Lovell Caverhill Carroll, Queen's Counselors, of the town of Mount Royal, Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, Jacques P. Danseureau, advocates, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act in the capacity of advertising agents and counsel and to carry on all kinds of research, development, financial and commercial operations, under the name of "Interprovincial Research & Development Co. (Canada) Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o Deputy Attorney General.

(A.G. 19688-53)

J. C. Papillon & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of August, 1953, to incorporate: J.-Claude Papillon, contractor in plumbing, Dame Bella Belleville, wife separate at to property of the said J.-Claude Papillon, Fernand Papillon, accountant, Gérard Papillon, plumber, Adélard Papillon, plumber-foreman, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate as general contractors in plumbing and tinsmithing; to install heating systems and apparatus, under the name of "J. C. Papillon & Fils Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 750 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August 1953.

L. DÉSILETS,

35611 Deputy Attorney General.

(A.G. 16666-53)

La Cité Modèle de Shawinigan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August 1953, incorporating: Donat Pruneau, farmer, Charles-Edouard Lambert, agent, J.-Omer Beaumont, manager, of Shawinigan-Sud, J.-Gédéon Desaulniers, foreman, Bruno Richard, manager, Henri-Anaclet Beaudet, annuitant, of Shawinigan Falls, all seven of the judicial district of Trois-Rivières, Louis-Philippe Côté, real estate agent, of Bellflower, California, for the following purposes:

Exercer le commerce d'immeubles, d'entrepreneur général en construction, sous le nom de "La Cité Modèle de Shawinigan Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611-o L. DÉSILETS.

P.G. 19651-53

Landry Lumber Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: J.-Armand Landry, marchand, Thérèse Moreau-Landry, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Armand Landry, Henri Moreau, faiseur de papier, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois et de tous autres matériaux de construction, sous le nom de "Landry Lumber Company Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611-o L. DÉSILETS.

(P. G. 19129-53)

La Pipe Beach Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Errol Wilbur Cummings, ingénieur, Gaston Dufour, ingénieur civil, Carl Alton Locke, gérant, tous de l'Ile Maligne, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Promouvoir et fournir aux membres et à leur famille le bien-être social, récréatif et sportif, sous le nom de "La Pipe Beach Club Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$2,500.

Le siège social de la corporation sera à Isle Maligne, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611-o P. FRENETTE.

(P.G. 19746-53)

Lasalle Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août 1953, constituant en corporation: Albert Isidore Goodstone, Hilliard Ginsberg, avocats, de Montréal, Thelma May

To deal in real estate and carry on the business of general contractors in construction work, under the name of "La Cité Modèle de Shawinigan Inc.", with a capital of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the fourteenth day of August 1953.

L. DÉSILETS,
35611 Deputy Attorney General.

(A. G. 19651-53)

Landry Lumber Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of August 1953, incorporating: J.-Armand Landry, merchant, Thérèse Moreau-Landry, housewife, wife separate as to property of the said J.-Armand Landry, Henri Moreau, papermaker, all of the city and judicial district of Three Rivers, for the following purposes:

To carry on the business of lumber merchants and deal in all other building materials, under the name of "Landry Lumber Company Ltd", with a capital of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-fourth day of August 1953.

L. DÉSILETS,
35611 Deputy Attorney General.

(A. G. 19129-53)

La Pipe Beach Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Errol Wilbur Cummings, engineer, Gaston Dufour, civil engineer, Carl Alton Locke, manager, all of Ile Maligne, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To promote and supply members and their families social, recreational and sportive welfare, under the name of "La Pipe Beach Club Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is limited, is \$2,500.

The head office of the corporation will be at Isle Maligne, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August 1953.

P. FRENETTE,
35611 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 19746-53)

Lasalle Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of August, 1953, incorporating: Albert Isidore Goodstone, Hilliard Ginsberg, advocates, of Montréal, Thelma May Heggie, secretary,

Heggie, secrétaire, fille majeure, de Dorval, tous spinster, of Dorval, all of the judicial district of du district judiciaire de Montréal, pour les Montreal, for the following purposes: objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers, tailleur, sous le nom de "Lasalle Cleaners Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 3,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 6,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

(P.G. 19652-53)

Les Ateliers Naud & Frères, Limitée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: Onias Naud, Amable Naud, Louis Naud, tous trois mécaniciens, de Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter un garage et faire le commerce d'automobiles neuves, usagées, de parties d'automobiles, sous le nom de "Les Ateliers Naud & Frères, Limitée", avec un capital de \$21,000, divisé en 210 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611-o

L. DÉSILETS.

(P. G. 18291-53)

Les Loisirs St-Maxime Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Ls-Paul Côté, voyageur, Alphonse Perrault, contremaître, Hormidas Desrosiers, électricien, tous de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Instruire et récréer ses membres par des loisirs et autres moyens appropriés pour le développement de l'esprit et développement et délassement du corps, sous le nom de "Les Loisirs St-Maxime Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$15,000.

Le siège social de la corporation sera à La Salle des Loisirs de Saint-Maxime, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,

35611-o

P. FRENETTE.

(P. G. 41010-53)

L.P. Beaulieu Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date

spinster, of Dorval, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes: To carry on the business of cleaners, pressers, dyers, tailors, under the name of "Lasalle Cleaners Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 3,500 common shares having a par value of \$10 each, and 6,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

(A.G. 19652-53)

Les Ateliers Naud & Frères, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August 1953, incorporating: Onias Naud, Amable Naud, Louis Naud, all three mechanics, of Saint-Félicien, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To operate a garage and deal in automobiles, both new and second-hand, and parts thereof, under the name of "Les Ateliers Naud & Frères, Limitée", with a capital of \$21,000 divided into 210 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fourth day of August 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

(A. G. 18291-53)

Les Loisirs St-Maxime Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Ls-Paul Côté, traveller, Alphonse Perrault, foreman, Hormidas Desrosiers, electrician, all of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To instruct and recreate its members by recreations and other means for the development of the mind and the development and relaxation of the body, under the name of "Les Loisirs St-Maxime Inc."

The head office of the corporation will be at La Salle des Loisirs of Saint-Maxime, Sorel, judicial district of Richelieu.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is limited, is \$15,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August 1953.

P. FRENETTE,

35611 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 41010-53)

L.P. Beaulieu Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of

du deux septembre 1953, constituant en corporation: Olivier Rousseau, photographe, Jean-Louis Bissonnette, garagiste, C. Percy Auger, comptable, de Québec, Honoré Grenier, gérant, de Giffard, Paul-Henri Picher, imprimeur, de Charlesbourg, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter et vendre des automobiles, camions, moteurs, machines, tracteurs, extincteurs chimiques; faire le commerce de l'huile, de la gazoline et de tout produit pétrolier, sous le nom de "L. P. Beaulieu Auto Inc.", avec un capital de \$50.000 divisé en 400 actions communes de \$25, chacune et en 1,600 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le deux septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611-o L. DÉSILETS.

(P.G. 19676-53)

**Magasin Éloi Ltée
Eloi Store Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1953, constituant en corporation: Éloi Côté, commerçant, Jean-Marie Côté, Florent Côté, commis, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'exportateurs et de vendeurs de viandes, bestiaux, denrées alimentaires de toutes sortes, produits laitiers, sous le nom de "Magasin Éloi Ltée" — "Eloi Store Ltd.", avec un capital de \$40.000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 199, rue Bossé, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 17857-53)

Sixty Five Hundred Upper Lachine Road Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Maurice Jonathan Garmaise, notaire, Pearl Kimmel, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Mortimer Dolman, avocat stagiaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter une certaine propriété immobilière sous le nom de "Sixty Five Hundred Upper Lachine Road Inc.", avec un capital de \$40.000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611 P. FRÉNETTE.

(P. G. 19773-53)

Montreal Chinchilla Ranch Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

September 1953, incorporating: Olivier Rousseau, photographer, Jean-Louis Bissonnette, garage-keeper, C. Percy Auger, accountant, of Quebec, Honoré Grenier, manager, of Giffard, Paul-Henri Picher, printer, of Charlesbourg, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, and sell automobiles, trucks, motors, machinery, tractors, chemical extinguishers; deal in oils, gasoline and all other oil-bearing products, under the name of "L. P. Beaulieu Auto Inc.", with a capital of \$50,000 divided into 400 common shares of \$25 each, and 1,600 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General the second day of September 1953.

L. DÉSILETS,
35611 Deputy Attorney General.

(A.G. 19676-53)

**Magasin Éloi Ltée
Eloi Store Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1953, incorporating: Éloi Côté, dealer, Jean-Marie Côté, Florent Côté, clerk, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate as exporters and sellers of meats, cattle, foodstuffs of all kinds, dairy products, under the name of "Magasin Éloi Ltée" — "Eloi Store Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 199 Bossé Street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1953.

P. FRÉNETTE,
35611 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17857-53)

Sixty Five Hundred Upper Lachine Road Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of July, 1953, incorporating: Maurice Jonathan Garmaise, notary, Pearl Kimmel, secretary, both of the city of Montreal, and Mortimer Dolman, law clerk, of Outremont, all of the judicial district of Montreal for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immovable property, under the name of "Sixty Five Hundred Upper Lachine Road Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1953.

P. FRÉNETTE,
35611-o Assistant Deputy Attorney General.

(A. G. 19773-53)

Montreal Chinchilla Ranch Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation: Roger Prégent, industriel, Maurice Prégent, Germain Prégent, tous deux commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chinchillas et autres animaux de fourrures, sous le nom de "Montreal Chinchilla Ranch Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 671 Boulevard Taschereau, Ville de Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611-o L. DÉSILETS.

(P. G. 18430-53)
Ninclaus, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept août 1953, constituant en corporation: Jules Ninclaus, entrepreneur, Léona Prégent, sténographe, fille majeure, de Montréal, Lucien Meloche, ajusteur, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, louer et détenir des propriétés immobilières aux fins de placements, sous le nom de "Ninclaus, Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611 L. DÉSILETS.

(P. G. 19671-53)
Outremont Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation: Gustave Adam, avocat, conseiller de la Reine, de Montréal, Adrien-R. Paquette, avocat, de la cité d'Outremont, tous deux du district judiciaire de Montréal, Denise Racicot, secrétaire, de Saint-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Agir comme agents d'immeubles et faire les affaires générales d'immeuble et de courtage, sous le nom de "Outremont Realty Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 5415, rue Durocher, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611-o L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August 1953, incorporating: Roger Prégent, industrialist, Maurice Prégent, Germain Prégent, both clerks, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in chinchillas and other fur-bearing animals, under the name of "Montreal Chinchilla Ranch Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 671 Taschereau Boulevard, Town of Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-sixth day of August 1953.

L. DÉSILETS,
35611 Deputy Attorney General.

(A. G. 18430-53)
Ninclaus, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of August, 1953, incorporating: Jules Ninclaus, contractor, Léona Prégent, stenographer, spinster, of Montreal, Lucien Meloche, adjuster, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, lease and hold immoveable property for the purpose of investment, under the name of "Ninclaus, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 3,500 preferred shares of a par value of \$10. each and 5,000 common shares of a par value of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35611-o Deputy Attorney General.

(A. G. 19671-53)
Outremont Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August 1953, incorporating: Gustave Adam, advocate, Queen's Counsel, of Montreal, Adrien-R. Paquette, advocate, of the city of Outremont, both of the judicial district of Montreal, Denise Racicot, secretary, of Saint-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To act as real estate agents and to deal in real estate and brokerage generally, under the name of "Outremont Realty Co.", with a capital of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 5415, Durocher Street, Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-sixth day of August 1953.

L. DÉSILETS,
35611 Deputy Attorney General.

(P. G. 19698-53)

**Papineau County Explorers Co. Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1953, constituant en corporation: Raymond Lebœuf, avocat, Gisèle Behocaray, secrétaire, fille majeure, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Myrto Brasseur, secrétaire, fille majeure de St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les exploiter sous le nom de "Papineau County Explorers Co. Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 266 ouest, rue St-Jacques, chambre 418, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

(P.G. 19778-53)

Peerless Paper Products Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août 1953, constituant en corporation: Toshiko Nakatsuka, dactylo, fille majeure, John DiMassino, James Topping, tous deux surintendants, de Montréal, George Whelan, avocat, de Pointe-aux-Trembles, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'aucunes et toutes sortes de papier, produits de papier, pulpe et bois, sous le nom de "Peerless Paper Products Co.", avec un capital de \$75,000 divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

(P.G. 19711-53)

Property Builders Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un août 1953, constituant en corporation: Victor Luciani, comptable, Joseph Rosario Pagano, constructeur, tous deux de ville Mont-Royal, John Pellin, gérant, Aurèle Pagano, constructeur, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(A. G. 19698-53)

**Papineau County Explorers Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Raymond Lebœuf, lawyer, Gisèle Behocaray, secretary, spinster, both of the city and judicial district of Montreal, Myrto Brasseur, secretary, spinster, of St. Eustache, in the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Papineau County Explorers Co. Ltd.", (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000. divided into 3,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders of the Company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be at 266 St. James Street, West, Room 418, Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 19778-53)

Peerless Paper Products Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of August, 1953, incorporating: Toshiko Nakatsuka, typist, spinster, John DiMassino, James Topping, both superintendents, of Montreal, George Whelan, advocate, of Pointe-aux-Trembles, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in any and all kinds of paper, paper products, pulp and wood, under the name of "Peerless Paper Products Co.", with a capital stock of \$75,000 divided into 2,500 common shares at \$10 each, and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 19711-53)

Property Builders Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1953, incorporating: Victor Luciani, accountant, Joseph Rosario Pagano, builder both of the Town of Mount Royal, John Pellin, manager, Aurèle Pagano, buider, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Ériger, comme entrepreneurs généraux ou autrement, des bâtisses et constructions publics et privés, sous le nom de "Property Builders Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 101 avenue Highfield, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

(P.G. 18274-53)

Quebec Bottled Gas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf août 1953, constituant en corporation: James Walter Hemens, avocat, de la ville de Pointe-Claire, Lawrence George McDougall, avocat, de Ville Mont-Royal, William Desmond Thomas, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et, en général, faire le commerce et le négoce des gaz propane et butane et de tout gaz dérivé et/ou manufacturé du pétrole liquide, sous le nom de "Quebec Bottled Gas Inc.", avec un capital de \$242,500 divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 162,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

(P.G. 19653-53)

Quebec North Mines Ltd.

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1953, constituant en corporation: Georges-Étienne Lachapelle, gérant de banque, George Hyde, agent minier, de Montréal, Louis-Achille Turcotte, gardien de la municipalité de Gamelin, René Vaillancourt, marchand d'automobiles, Marcel Dagenais, marchand, de la cité de St-Michel, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minéraux et les négocier, sous le nom de "Quebec North Mines Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant ou des montants du prix ou des prix payés ou convenus d'être payés à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Michel district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,

35611

P. FRENETTE.

To erect as general contractors or otherwise, buildings and structures both public and private, under the name of "Property Builders Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 101 Highfield Avenue, Town of Mount Royal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 18274-53)

Quebec Bottled Gas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1953, incorporating: James Walter Hemens, advocate, of the Town of Pointe-Claire, Lawrence George McDougall, advocate, of the Town of Mount Royal, William Desmond Thomas, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in and with propane and butane gas and any gas derived and or manufactured from liquid petroleum, under the name of "Quebec Bottled Gas Inc.", with a capital stock of \$242,500. divided into 800 preferred shares of a par value of \$100. each, and 162,500 common shares of a par value of \$1. each.

The head office of the Company will be at the city of St.Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 19653-53)

Quebec North Mines Ltd.

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Georges-Étienne Lachapelle, bank manager, George Hyde, mining agent, of Montreal, Louis-Achille Turcotte, guardian, of the municipality of Gamelin, René Vaillancourt, automobile dealer, Marcel Dagenais, merchant of the city of St. Michel, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, and deal with the same, under the name of "Quebec North Mines Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000. divided into 3,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount or amounts of the price or prices paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the city of St. Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of August, 1953.

P. FRENETTE,

35611-o

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 41055-53)

**Quebec Sporting Goods, Limited
Québec Sportif, Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1953, constituant en corporation: G.-Marcel Côté, marchand, Roger Côté, vendeur, tous deux de Québec, Roland-L. Ouellet, gérant d'affaires, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de sport, de jouets et de vêtements, sous le nom de "Québec Sporting Goods, Limited"—"Québec Sportif, Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de la valeur au pair de \$100 chacune et en 2000 actions ordinaires de la valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un août 1953.

35611-o

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

(P.G. 19699-53)

Rawin Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelrière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi de la Reine, Benjamin Bernstein, avocat et conseil en loi de la Reine, Moses Silverstone, commis, Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux, couvreurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, bois de construction et métal en feuilles, sous le nom de "Rawin Construction Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1953.

35611

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

(P.G. 16264-53)

**R. Duchesne & Fils Ltée
R. Duchesne & Son Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: Raoul Duchesne, Marcel Duchesne, commerçants, de Yamachiche, district judiciaire des Trois-Rivières, Roland-A. Diamond, notaire, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la ferronnerie; des équipements et machineries électriques, de bois de construction; et agir comme entrepreneurs électriciens et plombier, et comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "R. Duchesne & Fils Ltée"—"R. Duchesne & Son Ltd.",

(A.G. 41055-53)

**Quebec Sporting Goods, Limited
Québec Sportif, Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August 1953, incorporating: G.-Marcel Côté, merchant, Roger Côté, salesman, both of Quebec, Roland-L. Ouellet, business manager, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in articles of sport, toys and wearing apparel, under the name of "Quebec Sporting Goods, Limited"—"Québec Sportif, Limitée", with a capital of \$40,000 divided into 200 preferred shares of the par value of \$100 each and 2000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of August 1953.

35611

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

(A.G. 19699-53)

Rawin Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelrière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Benjamin Bernstein, advocate and Queen's Counsel, Moses Silverstone, clerk, Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, roofers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, lumber, sheet metal, under the name of "Rawin Construction Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 common shares of \$10 each and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1953.

35611-o

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

(A.G. 16264-53)

**R. Duchesne & Fils Ltée
R. Duchesne & Son Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Raoul Duchesne, Marcel Duchesne, dealers, of Yamachiche, judicial district of Trois-Rivières, Roland A. Diamond, notary, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware; electrical machinery and equipment, lumber; and to operate as contractors in electricity and plumbing, and as building contractors, under the name of "R. Duchesne & Fils Ltée"—"R. Duchesne & Son Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided

avec un capital de \$50,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Yamachiche, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611-o

P. FRENETTE.

(P.G. 18124-53)

Marché Supérieur Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: Alphonse Lecours, Benny Obront, Mortimer Obront, bouchers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme bouchers et faire le négoce d'épiceries, sous le nom de "Marché Supérieur Incorporée" avec un capital de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611

L. DÉSILETS.

(P.G. 19771-53)

Regent Paper & Twine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq août 1953, constituant en corporation: Bessie Madelevsky, ménagère, épouse séparée de biens de Isaac Seiler, Paul Seiler, vendeur, Dame Shirley Finklestein, ménagère, épouse séparée de biens de Paul Seiler, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes de papier, ficelle et corde, papier-carton, bois de pulpe, pulpe de bois et papier fait d'aucune substance, carton et autres préparations de papier ou de pulpe, sous le nom de "Regent Paper & Twine Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611

L. DÉSILETS.

(P.G. 19677-53)

Regina Tabacco & Confectionery Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1953, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de la ville de Hampstead, Jack Lightstone, avocat, Marjorie Gilbride, Roma Connolly,

into 200 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Yamachiche, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1953.

P. FRENETTE,
35611 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 18124-53)

Marché Supérieur Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Alphonse Lecours, Benny Obront, Mortimer Obront, butchers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers and deal in groceries, under the name of "Marché Supérieur Incorporée", with a capital stock of \$20,000. divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 1000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35611-o Deputy Attorney General.

(A.G. 19771-53)

Regent Paper & Twine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of August, 1953, incorporating: Bessie Madelevsky, housewife, wife separate as to property of Isaac Seiler, Paul Seiler, salesman, Dame Shirley Finklestein, housewife, wife separate as to property of Paul Seiler, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers and dealers in all kinds of paper, twine and cord, paper board, pulp wood, wood pulp and paper made from any material, cardboard and other preparations of paper or pulp, under the name of "Regent Paper & Twine Inc.", with a capital stock of \$20,000. divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35611-o Deputy Attorney General.

(A.G. 19677-53)

Regina Tabacco & Confectionery Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: David Goodman advocate, of the Town of Hampstead, Jack Lightstone, advocate, Marjorie Gilbride, Roma Connolly, both secretaries, of

toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de tabac, cigares, cigarettes, pipes, et tous articles connexes communément utilisés avec iceux, et faire le commerce de confiserie, sous le nom de "Regina Tobacco & Confectionery Co. Ltd.", avec un capital de \$125,000 divisé en 500 actions ordinaires et 750 actions privilégiées toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611

P. FRENETTE,

Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in tobacco, cigars, cigarettes, pipes and all such articles as are commonly used in connection therewith; and deal in confectionery, under the name of "Regina Tobacco & Confectionery Co. Ltd.", with a capital stock of \$125,000 divided into 500 common shares and 750 preferred shares all of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1953.

P. FRENETTE,

35611-o Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 19461-53)

Rouleau Refrigeration & Radio Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation: J. Marcel Rouleau, marchand, Doris Frances Rouleau, ménagère, tous deux de Sweetsburg, Dorothy Glover, comptable, de Brome-ouest, tous du district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Acheter, vendre ou disposer d'appareils de réfrigération, radios, accessoires électriques et meubles, sous le nom de "Rouleau Refrigeration & Radio Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sweetsburg, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611

L. DÉSILETS,

(A.G. 19461-53)

Rouleau Réfrigération & Radio Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: J.-Marcel Rouleau, merchant, Doris Frances Rouleau, house wife, both of Sweetsburg, Dorothy Glover, accountant, of West Brome, all of the judicial district of Bedford, for the following purposes:

To buy, sell or dispose of refrigeration appliances, radios, electrical appliances, furniture, under the name of "Rouleau Refrigeration & Radio Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 10,000 common shares of \$1 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sweetsburg, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o Deputy Attorney General.

(P.G. 19697-53)

Ruskin Tool & Dieworks Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août 1953, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, Jack B. Bobrove, étudiant en droit, majeur, tous deux de la cité de Montréal, Ruth D. Budyk, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de matrices, instruments, outils, outillage et machineries, sous le nom de "Ruskin Tool & Dieworks Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35611

L. DÉSILETS,

(A.G. 19697-53)

Ruskin Tool & Dieworks Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, Jack B. Bobrove, law student, of the full age of majority, both of the city of Montreal, Ruth D. Budyk, secretary, spinster, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers of dies, instruments, tools, equipment and machinery, under the name of "Ruskin Tool & Dieworks Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each, and 100 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o Deputy Attorney General.

(P.G. 18387-53)

Service Metals Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août 1953, constituant en corporation: Moses Weiskopf, manufacturier, de la cité de Montréal, Abe Kornbluth, marchand, Anne Weiskopf Kornbluth, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abe Kornbluth, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de métaux de toutes sortes et aussi celui de matières chimiques, articles vêtementaires, tissus textiles, laine, coton, fibres naturelles et synthétiques, sous le nom de "Service Metals Incorporated", avec un capital de \$39,000 divisé en 9,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L.DÉSILETS.

(P.G. 19780-53)

Seven Islands Department Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation: Nicholas Metal, marchand, de Sept-Îles, district judiciaire de Saguenay, David Litner, avocat, Frances Furman, secrétaire, fille majeure, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin de gros, détail et à rayons, sous le nom de "Seven Islands Department Store Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Îles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L.DÉSILETS.

(P.G. 19162-53)

Space Research Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: Carl Rich, inventeur, d'Arvida, Jean-Julien Fortin, ingénieur civil, Bertrand Gagnon, dessinateur, tous deux de Chicoutimi, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'habits d'aviateurs et de toutes sortes de vêtements; faire affaires comme constructeur et entrepre-

(A.G. 18387-53)

Service Metals Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: Moses Weiskopf, manufacturer, of the city of Montreal, Abe Kornbluth, merchant, Anne Weiskopf Kornbluth, housewife, wife separate as to property of the said Abe Kornbluth, both of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in metals of all kinds, and deal in chemicals, wearing apparel, textile fabrics, wool, cotton, natural and synthetic yarns, under the name of "Service Metals Incorporated", with a capital stock of \$39,000, divided into 9,000 common shares of \$1.00 each and 300 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 19780-53)

Seven Islands Department Store Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: Nicholas Metal, merchant, of Seven Islands, in the judicial district of Saguenay, David Litner, advocate, Frances Furman, secretary, spinster, both of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a wholesale, retail and departmental store, under the name of "Seven Islands Department Store Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of the par value of \$10 each and 3,600 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Seven Islands, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 19162-53)

Space Research Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Carl Rich, inventor of Arvida, Jean-Julien Fortin, civil engineer, Bertrand Gagnon, designer both of Chicoutimi, all of the judicial district, of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in suits for aviators and in all kinds of clothing; to operate as a builder and contractor, under the name of "Space Re-

neur, sous le nom de "Space Research Corporation", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611-o

L. DÉSILETS.

search Corporation", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611

Deputy Attorney General.

(A.G. 19625-53)

Stork Towne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1953, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, Baruch Pollack, étudiant en droit, Blanka Gyulai, fille majeure, teneuse de livres, Raymonde Doyle, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'un magasin à rayons pour enfants et bébés et aussi acheter et vendre des meubles, tapis, literie et fourniture de maison de toute description, sous le nom de "Stork Towne Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

Stork Towne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Harry Blank, advocate, Baruch Pollack, law student, Blanka Gyulai, spinster, bookkeeper, Raymonde Doyle, spinster, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a children's and babies departmental store, also to buy and sell furniture, carpets, bedding, and house furnishings of every description, under the name of "Stork Towne Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares having a par value of \$100. each and 200 common shares having a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 19121-53)

Supervised Investment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept août 1953, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, William Patrick Creagh, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents pour le placement de deniers reçus d'autres personnes, sous le nom de "Supervised Investment Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

(A.G. 19121-53)

Supervised Investment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of August, 1953, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, William Patrick Creagh, Alexander Gordon Yeoman, law clerks, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as agents for the investment of moneys received from others, under the name of "Supervised Investment Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 16206-53)

Theatre Premiums Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ethel Yussem,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of July, 1953, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, Ethel Yussem, secretary, spinster, both of the City of Mont-

secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, pour les objets suivants:

Entreprendre les affaires qui consistent à vendre des articles devant être distribués comme primes ou promotions, sous le nom de "Theatre Premiums Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611 P. FRENETTE.

(P.G. 18075-53)

**The Province of Quebec Association of Hospital Auxiliaries
L'Association des Auxiliaires d'Hôpitaux de la Province de Québec**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six août 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Alexandrina McDougall, épouse de J. Cecil McDougall, architecte, Isabel Prentice, épouse de Norman Prentice, administratrice, ménagères, toutes deux de la cité de Montréal, et Marguerite D. Lamothe ménagère, épouse de Sylva Lamothe, administrateur, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Stimuler la formation d'auxiliaires pour le service des hôpitaux de la province de Québec, promouvoir la compréhension du public et obtenir l'appui des hôpitaux en général, sous le nom de "The Province of Quebec, Association of Hospital Auxiliaries"—"L'Association des Auxiliaires d'Hôpitaux de la Province de Québec."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611 P. FRENETTE.

(P.G. 19166-53)

Tovah Interests Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1953, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, c.r., Manuel Shacter, tous deux avocats, Thelma Bean, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter à des fins de placements et administrer, gérer des propriétés mobilières et immobilières, sous le nom de "Tovah Interests Ltd.", avec un capital de \$250,000 divisé en 2,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

real, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of the City of Westmount, for the following purposes:

To engage in the business of selling articles to be distributed as premiums or promotions, under the name of "Theatre Premiums Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1953.

P. FRENETTE,
35611-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 18075-53)

**The Province of Quebec Association of Hospital Auxiliaries
L'Association des Auxiliaires d'Hôpitaux de la Province de Québec**

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August 1953, incorporating as a corporation without share capital: Alexandrina McDougall, wife of J. Cecil McDougall, architect, Isabel Prentice, wife of Norman Prentice, executive, housewife, both of the city of Montreal, and Marguerite D. Lamothe, housewife, wife of Sylva Lamothe, executive, of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To stimulate the creation of auxiliaries for hospitals in the Province of Quebec and to foster public understanding and support of hospitals generally, under the name of "The Province of Quebec Association of Hospital Auxiliaries"—"L'Association des Auxiliaires d'Hôpitaux de la Province de Québec."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited is \$75,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of August, 1953.

P. FRENETTE,
35611-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 19166-53)

Tovah Interests Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1953, incorporating: Louis H. Rohrlick, Q.C., Manuel Shacter, both advocates Thelma Bean, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase for investment purposes and to administer and manage property, moveable and immoveable, under the name of "Tovah Interests Ltd.", with a capital stock of \$250,000, divided into 2,400 preferred shares of the par value of \$100. each and 100 common shares of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611 P. FRENETTE.

(P.G. 18317-53)

Welia Continental Modes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1953, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Morris Shuter, gérant de bureau, tous deux de la cité de Montréal, Louis Feigenbaum, avocat, de ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et commerçants de marchandises textiles et substances brutes se rapportant à icelles, sous le nom de "Welia Continental Modes Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de 100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35611 P. FRENETTE.

(Sec. P. 2499-53)

Loisirs et Bien-Être Desserte Ste-Thérèse

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1953, constituant en corporation l'œuvre dite "Loisirs et Bien-Être Desserte Ste-Thérèse".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la Desserte Ste-Thérèse, municipalité de St-Luc, district électoral de St-Jean.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-cinq septembre 1953.

Le Sous-sécrétaire de la province,
35614-o JEAN BRUCHÉSI.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 18429-53)

Acadia Acceptance Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre septembre 1953, à la compagnie "Acadia Acceptance Corporation Limited", modifiant certaine disposition de ses lettres patentes en la manière énoncée dans son règlement numéro 4.

Daté du bureau du Procureur général le 4 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611-o

L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of August, 1953.

P. FRENETTE,
35611-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 18317-53)

Welia Continental Modes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of August, 1953, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Morris Shuter, office manager, both of the city of Montreal, Louis Feigenbaum, advocate, of ville St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in textile goods and raw materials thereof, under the name of "Welia Continental Modes Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100. each, and 200 preferred shares of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of August, 1953.

P. FRENETTE,
35611-o Acting Deputy Attorney General.

(Sec. P. 2499-53)

Loisirs et Bien-Être Desserte Ste-Thérèse

Notice is hereby given that under the provisions of Section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September 1953, incorporating the society called "Loisirs et Bien-Être Desserte Ste-Thérèse".

The head office of the hereinabove corporation is situated in Desserte Ste-Thérèse, municipality of St-Luc, electoral district of St-John.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of September 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35614 Under Secretary of the Province.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 18429-53)

Acadia Acceptance Corporation Limited

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, bearing date the fourth day of September 1953, to the company "Acadia Acceptance Corporation Limited", amending a certain provision of its letters patents in the manner stated in its by-law number 4.

Dated at the office of the Attorney General, September 4, 1953.

L. DÉSILETS,

35611

Deputy Attorney General.

(P.G. 41077-53)

**Association Canadienne Française
des Aveugles Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du huit septembre 1953, à la corporation "Association Canadienne Française des Aveugles Incorporée", étendant ses pouvoirs à ceux mentionnés dans la résolution du 29 juillet 1953.

Daté du bureau du Procureur général le 8 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611-o

L. DÉSILETS.

(P.G. 19669-53)

New Inesco Mines Ltd.**(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de la dernière loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 4 septembre 1953, à la compagnie "Inesco Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 14 décembre 1938: 1° diminuant son capital de \$3,000,000 à \$1,872,500 par l'annulation de 1,127,500 actions de \$1 chacune; 2° augmentant ledit capital à \$3,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,127,500 actions de \$1 chacune; 3° changeant le nom de la compagnie en celui de "New Inesco Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du Procureur général, le 4 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35611

L. DÉSILETS.

(A.G. 41077-53)

**Association Canadienne Française
des Aveugles Incorporée**

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the eighth day of September 1953, to the corporation "Association Canadienne Française des Aveugles Incorporée", extending its powers to those mentioned in its resolution of July 29, 1953.

Dated at the office of the Attorney General, the 8th day of September 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

(A.G. 19669-53)

New Inesco Mines Ltd.**(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, and of Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of the Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section of the latter act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Inesco Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the said Quebec Mining Companies' Act by letters patent dated December 14, 1938: 1. reducing its capital from \$3,000,000 to \$1,872,500 by the cancellation of 1,127,500 shares of \$1 each; 2. increasing the said capital to \$3,000,000: the additional capital stock being divided into 1,127,500 shares of \$1 each; 3. changing the name of the company to that of "New Inesco Mines Ltd." (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35611-o

Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil**Orders in Council****ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF****ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Numéro 1084

Number 1084

Québec, le 24 septembre 1953.

Quebec, September 24, 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil. Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"**Part "A"**

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the paper box industry in the region of Quebec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts renouvelés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil une modification au décret numéro 758 du 19 juillet 1951, amendé par les arrêtés numéros 1377-C du 6 décembre 1951, 438-A du 23 avril

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the approval and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree No. 758 of July 19, 1951, amended by Orders Nos. 1377-C of December 6, 1951, 438-A of April 23, 1952 and 613-B of May

1952 et 613-B du 20 mai 1953, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle*, édition du 13 juin 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulé contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 758, soit modifié comme suit:

L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. *Salariés des métiers de l'Imprimerie*: Les conditions de salaires, de travail, d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie régis par le décret, sont les mêmes que celles déterminées dans le décret numéro 141 du 8 février 1951, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec et ses amendements, ou dans tout autre décret qui pourrait le remplacer, à l'exception toutefois, de la durée régulière de travail qui doit être de quarante-cinq (45) heures par semaine." (Document "A" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35635-o C. LARICHELIÈRE.

20, 1953, relating to the paper box industry in the region of Quebec;

WHEREAS the said notice was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 13, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, No. 758, be amended as follows:

Section XI is replaced by the following:

"XI. *Employees of the printing trades*: The wages, labour and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades governed by the decree are those determined in the decree number 141 of February 8, 1951, relating to the printing trades in the region of Quebec as amended, or in any other decree that might replace it, with the exception, however, of the regular duration of work which shall consist of forty-five (45) hours per week."

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

35635-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1084

Québec, le 24 septembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE l'arrêté en conseil numéro 940-B du 20 août 1953, ayant modifié le décret numéro 891 du 28 août 1952, relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec, soit corrigé en y remplaçant au troisième amendement les mots "Le paragraphe "k" par les mots "Le paragraphe "q".

(Document "B" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35635-o C. LARICHELIÈRE.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1084

Quebec, September 24, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING a correction of the decree relating to the paint industry in the province of Quebec.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT Order in Council No. 940-B of August 20, 1953, which amended the decree No. 891 of August 28, 1952, relating to the paint industry in the Province of Quebec, be corrected by replacing, in the third amendment, the words "Subsection "k" of section III" by the words "Subsection "q" of section III".

(Document "B" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35635-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1085

Québec, le 24 septembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami et St-Joseph d'Alma.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami et St-Joseph d'Alma, rendue obligatoire par le décret numéro 810 du 10 mars 1945, amendé par les arrêtés numéros 1662 et 3864 des 10 mai et 25 septembre

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1085

Quebec, September 24, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the commerce and office employees in the city of Arvida and the towns of Jonquière, Kénogami and St. Joseph d'Alma.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), contracting parties to the collective labour agreement relating to the commerce and office employees in the city of Arvida and the towns of Jonquière, Kénogami and St. Joseph d'Alma, rendered obligatory by the decree number 810 of March 10, 1945, and amended by Orders 1662 and 3864 of May 10 and September 25, 1946,

1946, 1156-A du 17 juillet 1947, 1038-B du 4 août 1948, 296-B du 16 mars 1950, 1228-A du 31 octobre 1951, 271-J du 20 mars 1952, 81-C et 403-B des 21 janvier et 2 avril 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 mai 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 810, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "c" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"c) 1° *Etablissements commerciaux (gros et détail)*: Quarante-sept (47) heures par semaine pour le personnel féminin et cinquante (50) heures par semaine pour le personnel masculin, réparties comme suit:

Personnel féminin: De 9.00 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi;

De 9.00 a.m. à 9.00 p.m., les vendredi et veilles de fêtes chômées et les quatre (4) jours précédant la veille de Noël.

Personnel masculin: De 8.30 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi, et samedi;

De 8.30 a.m. à 9.00 p.m., les vendredi et veilles de fêtes chômées et les quatre (4) jours précédant la veille de Noël.

2° Toutefois, pour les épiceries, boucheries, épicerie-boucheries, épiceries-licenciées, restaurants-épiceries régis par le présent décret, la semaine régulière de travail est de cinquante (50) heures pour le personnel féminin et de cinquante-trois (53) heures pour le personnel masculin, réparties comme suit:

Personnel féminin: De 8.30 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi;

De 8.30 a.m. à 9.00 p.m., les vendredi et veilles de fêtes chômées et les quatre (4) jours précédant la veille de Noël.

Personnel masculin: De 8.00 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi;

De 8.00 a.m. à 9.00 p.m., les vendredi et veilles de fêtes chômées et les quatre (4) jours précédant la veille de Noël.

3° Cependant, pour les mois de juin, juillet et août, le travail cesse à 5.30 p.m. dans tous les établissements, exception faite des vendredi et veilles de fêtes chômées.

4° Une heure et demie (1½) doit être accordée aux salariés pour le repas du midi et une (1) heure pour le repas du soir les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
35635-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1085

Québec, le 24 septembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coif-

1156-A of July 17, 1947, 1038-B of August 4, 1948, 296-B of March 16, 1950, 1228-A of October 31, 1951, 271-J of March 20, 1952, 81-C and 403-B of January 21 and April 2, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree, as amended:

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issued of May 16, 1953;

WHEREAS the objections set forth were duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Prime Minister:

THAT the said decree, number 810, be amended as follows:

Subsection "c" of section IV is replaced by the following:

"c) 1. *Commercial establishments (wholesale and retail)*: Forty-seven (47) hours per week for the female staff and fifty (50) hours per week for the male employees, distributed as follows:

Female employees: 9.00 a.m. to 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday;

9.00 a.m. to 9.00 p.m. Friday and holiday eves and the four (4) days preceding Christmas eve.

Male employees: 8.30 a.m. to 6.00 p.m. Monday Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday;

8.30 a.m. to 9.00 p.m. Friday and holiday eves and the four (4) days preceding Christmas eve.

2. However, for groceries, butcher shops, grocer-butcher establishments, licensed groceries and restaurants-groceries, governed by the present decree, the standard work week is one of fifty (50) hours for the female employees and fifty-three (53) hours for the male employees, distributed as follows:

Female employees: 8.30 a.m. to 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday;

8.30 a.m. to 9.00 p.m. Friday and holiday eves and the four (4) days before Christmas eve.

Male employees: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday;

8.00 a.m. to 9.00 p.m. Friday and holiday eves and the four (4) days before Christmas eve.

3. However, for the months of June, July and August, work shall cease at 5.30 p.m. in all establishments, excepting Friday and holiday eves.

4. One hour and a half be granted to employees for the noon meal and one (1) hour for the evening meal when they work in the evening."

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35635-o Acting clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1085

Quebec, September 24, 1953.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the

feuses dans la cité de Hull et la ville de Buckingham et un rayon de 10 milles de leurs limites.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la cité de Hull, la ville de Buckingham et un rayon de dix (10) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 2246 du 27 août 1941, amendé par les arrêtés en conseil numéros 2918 du 3 novembre 1941, 1576 et 1754 des 2 et 24 juillet 1942, 441 et 3019 des 19 février et 21 octobre 1943, 2549 du 6 juillet 1945, 2850, 4466 et 4791 des 17 juillet, 31 octobre et 21 novembre 1946, 493-E du 21 mars 1947, 245-A, 422-F et 912-E des 26 février, 30 mars et 16 juin 1948, 625-C du 31 mai 1950, 541-E du 30 mai 1951 et 556-C du 14 mai 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 juin 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 2246, soit modifié comme suit:

1^o Les prix minima apparaissant à l'article V pour les services ci-après mentionnés, dans la zone I, sont remplacés par les suivants: "Coupe de cheveux"

Pour les adultes des deux sexes:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi . . .	\$0.65
Les vendredi, samedi et veille de Noël et du Premier de l'An	0.70

Pour les enfants de moins de 14 ans:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi . . .	0.45
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées	0.55
Barbe. . . .	0.40"

2^o Au paragraphe "b" de l'article III, les mots "de 8.30 a.m. à 7.00 p.m." apparaissant à la fin des deuxième et troisième alinéas, sont remplacés par les mots "de 8.00 a.m. à 6.30 p.m."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35635-o C. LARICHELIÈRE.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Number 1085

Québec, le 24 septembre 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce

city of Hull and the town of Buckingham, and a radius of ten (10) miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the city of Hull and the town of Buckingham, and a radius of ten (10) miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 2246 of August 27, 1941, and amended by Orders 2918 of November 3, 1941, 1576 and 1754 of July 2 and 24, 1942, 441 and 3019 of February 19 and October 21, 1943, 2549 of July 6, 1945 2850, 4466 and 4791 of July 17, October 31 and November 21, 1946, 493-E of March 21, 1947 245-A, 422-F and 912-E of February 26, March, 30 and June 16, 1948, 625-C of May 31, 1950, 541-E of May 30, 1951, and 556-C of May 14, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree:

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 20, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Prime Minister.

THAT the said decree, number 2246, be amended as follows:

1. The minimum prices mentioned in section V, for zone I and for the services hereafter mentioned are replaced by the following: "Hairstyle:

Male and female adults:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	\$0.65
Friday, Saturday and Christmas and New Year's eves	0.70
Children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.45
Friday, Saturday and holiday eve. . . .	0.55
Shave	0.40"

2^o In subsection "b" of section III, the words "from 8.30 a.m. to 7.00 p.m.", mentioned at the end of the second and third paragraphs, are replaced by the words "from 8.00 a.m. to 6.30 p.m."

(Document "B" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35635-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1085

Quebec, September 24, 1953.
Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the food products retail trade in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail

de l'alimentation au détail dans les cités de Québec, Lévis et Sillery, les villes de Québec-ouest, Beauport, Ste-Foy et Lauzon, la municipalité de Giffard et la paroisse religieuse de Ste-Monique des Saules, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1944, amendé par les arrêtés numéros 1922 et 2200 des 24 mai et 8 juin 1945, 3578 du 6 septembre 1946, 615-G et 1907-E des 10 avril et 19 novembre 1947, 1078-B et 1720-C des 12 août et 16 décembre 1948, 787-C du 20 juillet 1949, 225-C et 737-C des 22 février et 21 juin 1950, 640-B du 20 juin 1951, 138-D, 590, 805-C, 962-C et 1226-A des 27 février, 21 mai, 30 juillet, 25 septembre et 19 novembre 1952 et 173-A du 19 février, 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 juillet 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 1658, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"a) Aux fins du décret, le salaire minimum pour la semaine régulière de travail de l'établissement est le suivant:

	<i>Taux horaires</i> <i>Zones</i>			
	<i>I</i>	<i>II</i>		
Messager (avec bicyclette)	\$0.35	\$0.35		
Messager (sans bicyclette)	0.28	0.28		
Employé surnuméraire travaillant trente (30) heures ou moins par semaine:				
i) masculin de 21 ans et plus....	1.00	0.80		
ii) masculin de moins de 21 ans..	0.60	0.50		
iii) féminin.....	0.60	0.50		
Caissière et téléphoniste.....	0.45			

Subordonnement aux autres stipulations du décret relatives au salaire de certains employés, les commis et tous les autres salariés inclus dans les pourcentages doivent être payés comme suit:

trade in the cities of Quebec, Levis and Sillery, the towns of Quebec-West, Beauport, Ste-Foy and Lauzon, the municipality of Giffard and the religious parish of Ste-Monique des Saules, rendered obligatory by the decree number 1658 of May 17, 1944, and amended by Orders 1922 and 2200 of May 24 and June 8, 1945, 3578 of September 6, 1946, 615-G and 1907-E of April 10 and November 19, 1947, 1078-B and 1720-C of August 12 and December 16, 1948, 787-C of July 20, 1949, 225-C and 737-C of February 22 and June 21, 1950, 640-B of June 20, 1951, 138-D, 590, 805-C, 962-C; and 1226-A of February 27, May 21, July 30, September 25, and November 19, 1952, and 173-A of February 19, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 11, 1953;

WHEREAS the objections set forth were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefor, upon the recommendation of the Honourable Prime Minister, THAT the said decree, number 1658, be amended as follows:

1. Subsection "a" of section V is replaced by the following:

"a) For the purposes of the present decree, the minimum wages for the standard work week of the establishment shall be as follows:

	<i>Hourly rates</i> <i>Zones</i>			
	<i>I</i>	<i>II</i>		
Messenger (with bicycle).....	\$0.35	\$0.35		
Messenger (without bicycle).....	0.28	0.28		

Temporary employee working a maximum of 30 hours per week:		
i) male, 21 years of age or more..	1.00	0.80
ii) male, under 21.....	0.60	0.50
iii) female.....	0.60	0.50
Cashier and telephone operator.....	0.45	

Subject to the other stipulations of the decree respecting the wages of some employees, clerks and all other employees included in the percentages shall be paid as follows:

	<i>Taux hebdomadaires</i> <i>Weekly rates</i>			
	<i>Zones</i>			
	<i>I</i>	<i>II</i>		
Homme	<i>Male</i>	<i>Femme</i>		

1. Salariés travaillant à la vente de la viande et des produits de la viande

— Employees working at the sale of meat and meat products:

Classe A — Class A.....	\$50.00	\$37.27	\$36.00
Classe B — Class B.....	43.00	33.85	30.00
Classe C — Class C.....	36.00	27.85	25.00
Classe D — Class D	22.00	23.00	20.00

2. Salariés travaillant à la vente des autres produits alimentaires —

Employees working at the sale of other food products:

Classe A — Class A.....	47.00	34.27	36.00
Classe B — Class B.....	40.00	30.85	30.00
Classe C — Class C.....	32.00	24.85	25.00
Classe D — Class D	22.00	22.50	20.00

2° Le paragraphe "g" de l'article V est radié et remplacé par le suivant:

"g) Les hommes de métier qualifiés, non assujettis à un décret doivent recevoir \$37.00 pour la semaine normale de travail, et les apprentis \$17.00."

3° Le paragraphe "j" de l'article V est radié et remplacé par le suivant:

"j) Dans les limites de la zone I, le livreur ou conducteur de voiture de livraison qui est célibataire, doit recevoir au moins \$32.00 par

2. Subsection "g" of section V is deleted and the following substituted therefor:

"g) Qualified tradesmen not governed by a decree shall receive \$37.00 for the standard work week and the apprentices, \$17.00".

3. Subsection "j" of section V is deleted and the following substituted therefor;

"j) Within the limits of zone I, the bachelor delivery man or delivery vehicle driver shall receive a minimum of \$32.00 per week for 53½

semaine pour 53½ heures de travail et celui qui est marié, au moins \$37.00 pour 53½ heures de travail.

Toutefois, l'employeur ou l'employeur professionnel a droit, le dimanche et les jours de fête, de faire travailler le livreur au soin et à l'entretien des chevaux sans rémunération additionnelle."

4° Les alinéas 1 et 2 du paragraphe "k" de l'article V sont radiés et remplacés par les suivants:

"1° Un salarié remplissant les fonctions de gérant dans un établissement commercial où l'on vend de la viande et des produits de la viande, doit être payé au moins \$61.00 par semaine, et dans un établissement commercial où l'on vend d'autres produits alimentaires au moins \$56.00 par semaine dans la zone I et au moins \$41.00 par semaine dans la zone II, pour 53½ heures de travail."

"2° Un salarié remplissant les fonctions de chef de section ou commis en charge d'une section, dans un établissement commercial où l'on vend de la viande ou des produits de la viande, doit être payé au moins \$56.00 par semaine, et dans un établissement commercial où l'on vend d'autres produits alimentaires, au moins \$51.00 par semaine dans la zone I, et au moins \$38.00 par semaine dans la zone II, pour 53½ heures de travail."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
35635-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1085

Québec, le 24 septembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil. Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "D"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de plombier, poseur d'appareil de chauffage, de réfrigérateur et gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolation d'amiante dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigérateur et gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolation d'amiante dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948, amendé par les arrêtés-en-Conseil numéros 297-D du 16 mars 1950, 140-F du 8 février 1951, 183-A du 6 mars 1952 et 512-D du 30 avril 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 juillet 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 338, soit modifié comme suit:

Le premier alinéa du paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant:

hours of work and, the married man, a minimum of \$37.00 per week for 53½ hours of work.

However, the employer or professional employer has the right, on Sunday and holidays, to have the delivery man work at the care and maintenance of horses without additional pay."

5. Paragraphs 1 and 2 of subsection "k" of section V are deleted and the following substituted therefor:

1. An employee working in the capacity of manager in a commercial establishment where meat and meat products are sold shall receive at least \$61.00 per week and, in a commercial establishment where other food products are sold, at least \$56.00 per week in zone I and at least \$41.00 per week in zone II for 53½ hours of work.

2. Any employee working in the capacity of "Department manager" or "head clerk" in a commercial establishment where meat and meat products are sold, shall receive at least \$56.00 per week and, in a commercial establishment where other food products are sold, at least \$51.00 per week in zone I, and at least \$38.00 per week in zone II for 53½ hours of work."

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35635-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1085

Quebec, September 24, 1953.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the plumbing, steamfitting, refrigeration, spinkler fitting, roofing, welding and asbestos insulation trades in the region of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing, steamfitting, refrigeration, sprinkler fitting, roofing, welding and asbestos insulation trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree number 338 of March 11, 1948, and amended by Orders 297-D of March 16, 1950, 140-F of February 8, 1951, 183-A of March 6, 1952, and 512-D of April 30, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 25, 1953;

WHEREAS no objection was made against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, number 338, be amended as follows:

The first paragraph of subsection "b" of section II is replaced by the following:

"b) Jurisdiction professionnelle: Le décret s'applique aux travaux exécutés par les ouvriers qualifiés et les apprentis des métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de réfrigération, de gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolation d'amiante, couvreur de gravier et de composition de toutes sortes ainsi qu'aux journaliers travaillant pour le compte des employeurs assujettis au présent décret."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,

35635-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

"b) Professional jurisdiction: The decree applies to operations carried out by skilled workers and apprentices of the plumbing, steamfitting and accessories, refrigeration, sprinkler fitting, oxygen and electric welding, tinsmithing-roofing, asbestos insulating and gravel and composition (all kinds) roofing trades, including work done by labourers in the employ of employers governed by the present decree."

(Document "D" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

35635-o Acting Clerk of the Executive Council

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1085

Québec, le 24 septembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil. Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation en gros dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication et au commerce de gros de produits d'alimentation dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2347 du 27 juin 1944, amendé par les arrêtés numéros 1654, 1803, 2288 et 4150 des 10 et 16 mai, 12 juin et 10 octobre 1946, 1771-A du 29 octobre 1947, 1038-C du 4 août 1948, 368-A et 1056-A des 6 avril et 20 septembre 1950, 640-A et 1196-A des 20 juin et 25 octobre 1951, 649D, 1226-D et 1293-B des 28 mai, 19 novembre et 15 décembre 1952 et 82-C du 21 janvier 1953, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er août 1953;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 2347, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "w-1" et "w-2" de l'article I, section 1, sont radiés.

2° Le premier alinéa du paragraphe "c" de l'article IV, section 1, est remplacé par le suivant:

"Quarante-sept heures et demie (47½) par semaine durant toute l'année".

3° Les mots "quarante-huit (48) heures par semaine apparaissant au paragraphe "a" de l'article V, section 1, sont remplacés par les mots "quarante-sept heures et demie (47½) par semaine".

4° Le troisième alinéa de l'article VII, section 1, est remplacé par le suivant:

"Dans la zone I seulement, tout salarié qui au cours de chaque année, à partir du 30 avril, possède à son crédit cinq (5) années de service continu pour le compte du même employeur ou dans le même établissement à droit à une semaine supplémentaire de vacances payées (6 jours consécutifs ou non, moyennant entente pré-

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1085

Quebec, September 24, 1953.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the food products wholesale trade in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 2347 of June 27, 1944, and amended by Orders Nos. 1654, 1803, 2288 and 4150 of May 10 and 16, June 12 and October 10, 1946, 1771-A of October 29, 1947, 1038-C of August 4, 1948, 368-A and 1056-A of April 6 and September 20, 1950, 640-A and 1196-A of June 20 and October 25, 1951, 649-D, 1226-D and 1293-B of May 28, November 19 and December 15, 1952 and 82-C of January 21, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 1, 1953;

WHEREAS the objection set forth was duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, number 2347, be amended as follows:

1. Subsections "w-1" and "w-2" of section I, part 1, are deleted.

2. The first paragraph of subsection "c" of section IV, part 1, is replaced by the following:

"Forty-seven hours and one half (47½) per week the year round."

3. The words "forty-eight (48) hours per week" mentioned in subsection "a" of section V, part 1, are replaced by the words "forty-seven hours and one half (47½) per week".

4. The third paragraph of section VII, part 1, is replaced by the following:

"In zone I only, every employee who, in the course of each year commencing April 30, has five (5) years of continuous service for the same employer or in the same establishment is entitled to another week of vacation with pay 6 days, consecutive or not as per previous agreement between employer and employee), which may be

lable entre l'employeur et le salarié), qui doivent given at any time providing it be in the same lui être accordées en aucun temps déterminé year." pourvu que ce soit dans la même année."

5° Le paragraphe "a-1" de l'article VIII, section 1, est remplacé par le suivant:

"a-1) *Taux de salaire de base minima:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail.

5. Subsection "a-1" of section VIII, part I, is replaced by the following:

"a-1) *Basic minimum wage rates:* The following minimum wage rates shall be paid to the employees of the categories hereafter mentioned, for the regular work week:

	<i>I</i> <i>Par semaine</i>	<i>II</i> <i>\$37.61</i>	<i>III</i> <i>\$35.40</i>
1. Abatteur-désosseur — Slaughterer-boner.....	\$44.25	\$37.61	\$35.40
2. Boucher-désosseur — Butcher-boner:			
Apprenti — Apprentice:			
durant le premier semestre — during the first six months	30.75	26.24	24.60
durant le deuxième semestre — during second six months	34.75	29.54	27.80
durant la deuxième année — during the second year	38.75	32.94	31.00
durant et après la troisième année — during and after the third year	44.75	38.04	35.80
Qualifié (avec certificat) — Competent (certified).....	49.75	42.29	39.80
Contremaitre — Foreman.....	53.75	46.69	43.00
3. Charcutier — Pork-butcher:			
Apprenti — Apprentice:			
durant le premier semestre — during the first six months	30.75	26.14	24.60
durant le deuxième semestre — during second six months	34.75	29.54	27.80
durant la deuxième année — during the second year	38.75	32.94	31.00
durant et après la troisième année — during and after the third year	44.75	38.04	35.80
Qualifié (avec certificat) — Competent (certificated).....	49.75	42.29	39.80
Assistant-contremaitre — Assistant-foreman	51.75	43.99	41.40
Contremaitre — Foreman.....	54.75	45.69	43.00
4. Chef de département dans les maisons de salaison et les charcuteries — Departmental manager in packing houses and pork-butcheries	63.75	54.19	51.00
5. Chef de département dans les maisons de salaison et les charcuteries, (département des petites marchandises) — Departmental manager in packing houses and pork butcheries, (small goods department).	56.75	48.24	45.40
6. Cuiseur et presseur des aliments du bétail — Feeding meat cook and presser	46.25	39.32	37.00
7. Homme préposé à la salaison — Dry-curer:			
Apprenti — Apprentice:			
durant le premier semestre — during the first six months	30.75	26.14	24.60
durant le deuxième semestre — during second six months	34.75	29.54	27.80
durant la deuxième année — during the second year	38.75	32.94	31.00
durant et après la troisième année — during and after the third year	44.75	38.04	35.80
Qualifié (avec certificat) — Competent (certificated).....	49.75	42.29	39.80
Contremaitre — Foreman.....	53.75	45.69	43.00
8. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:			
Chef — Chief:			
première classe — first class	70.75	60.24	56.60
deuxième classe — second class	61.75	52.49	49.40
troisième classe — third class	55.75	47.39	44.60
Mécanicien — Engineman:			
deuxième classe — second class	1.07	0.91	0.86
troisième classe — third class	0.97	0.82	0.78
quatrième classe — fourth class	0.92	0.78	0.74
Chauffeur et aide mécanicien — Fireman and engineman helper	0.82	0.70	0.66
9. Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.01	0.86	0.81
10. Chef de département (à l'exception des maisons de salaison et des charcuteries) — Departmental manager (Excepting packing houses and pork-butcheries)	46.25	39.32	37.00
11. a) Classificateur d'œufs: Salarié du sexe masculin ou féminin manipulant ou transportant à la fois des marchandises pesant plus de trente-cinq (35) livres — Egg grader: Male employee or female employee handling goods weighing more than 35 pounds:			
1ère année — 1st year	36.75	32.24	29.40
2ème année — 2nd year	38.75	32.94	31.00
3ème et 4ème années — 3rd and 4th years	40.75	34.64	32.50
5ème année et plus — 5th year and thereafter	44.75	38.04	35.80
b) Classificateur d'œufs: Salarié du sexe féminin ne manipulant ou ne transportant à la fois aucune marchandise pesant plus de trente-cinq (35) livres — Egg grader: Female employee not handling any goods weighing more than 35 pounds:			
1ère année — 1st year	28.75	24.44	23.00
2ème année — 2nd year	30.75	26.14	24.60

3ème et 4ème années — 3rd and 4th years	33.75	28.69	27.00
5ème année et plus — 5th year and thereafter	36.75	31.24	29.40
12. Commis-vendeur — Sales clerk:			
durant 1ère année — 1st year	32.75	27.84	26.20
durant 2ème année — 2nd year	34.75	29.54	27.80
durant 3ème année — 3rd year	40.75	34.64	32.60
durant et après la 4ème année — during 4th year and thereafter	45.75	38.79	36.60
13. Conditionneur de beurre et de fromage — Butter and cheese conditioner.....	46.75	39.74	37.40
14. Conducteur de camion et autres véhicules-automobiles — Motor vehicles driver	44.25	37.61	35.40
15. Contremaitre — premier expéditeur — Foreman — head shipper..	48.25	41.02	38.60
16. Assistant-contremaitre, assistant premier expéditeur — Assistant-foreman, Assistant-head shipper	46.25	39.32	37.00
17. Coupeur de beurre — Butter cutter	38.75	32.94	31.00
18. Enveloppeur et empaqueteur de beurre — Butter wrapper and packer	33.75	28.69	27.00
19. Gardien de nuit — Night watchman:			
(minimum par semaine — minimum per week)	35.75	30.30	28.60
(Heure — per hour)	0.68	0.58	0.54
20. Garçon — Junior employee	28.75	24.44	23.00
21. Homme général, autre que celui des maisons de salaison et les charcuteries — General hand, not in packing houses and pork-butcheries:			
Moins de 17 ans, 1er trimestre — Under 17 years of age, first three months	30.75	26.14	24.60
Après trois mois de service — After three months of service	33.75	28.69	27.00
17 ans révolus — 17 years of age	35.75	30.39	28.60
18 ans révolus — 18 years of age	38.75	32.94	31.00
19 ans révolus et plus — 19 years or older	42.25	35.91	33.80
22. Homme général, maisons de salaison et les charcuteries — General hand, packing houses and pork-butcheries	44.75	38.04	35.80
23. Homme préposé aux commandes, homme de plancher — Order employee, receiving clerk	44.25	37.61	35.40
24. Homme de peine, femme de peine et chauffeur de fournaise — Common labourer, charwoman, furnace fireman	Par heure — Per hour 0.78 0.66 0.62		
25. Meunier ou homme en charge des malaxeurs — Miller or mixer operator	Par semaine — Per week 46.25 39.32 37.00		
26. Personnel féminin d'entrepôt ne faisant pas partie du personnel de bureau (à l'exception des maisons de salaison et de charcuterie) — Warehouse female personnel not included in the office staff (excluding packing houses and pork-butcheries):			
Durant la première année — During the first year	27.75	23.59	22.20
Durant et après la deuxième année — During and after second year	29.75	25.29	23.80
27. Personnel féminin d'entrepôt (ne faisant pas partie du personnel de bureau) dans les maisons de salaison et les charcuteries — Warehouse female personnel (not included in the office staff) in packing houses and pork-butcheries:			
Durant la première année — During the first year	27.75	23.59	22.20
Durant la deuxième année — During the second year	29.75	25.29	23.80
Durant et après la troisième année — During and after third year	31.75	26.99	25.40
28. Surnuméraire d'entrepôt masculin — Warehouse occasional hand, male	Par heure — Per hour 0.93 0.79 0.75		
Surnuméraire d'entrepôt féminin — Warehouse occasional hand, female	0.60	0.51	0.48
29. Tonnelier — Cooper	1.01	0.86	0.80
Apprenti-tonnelier — Apprentice-cooper:			
1ère année — 1st year	0.58	0.49	0.47
2ème année — 2nd year	0.73	0.62	0.58
3ème année — 3rd year	0.88	0.75	0.70
	Par semaine — Per week		
30. Comptable — Accountant	51.75	43.99	41.40
31. Assistant comptable — Assistant-accountant	49.25	41.86	39.40
32. Comptable caissier — Accountant-cashier	47.25	39.16	47.80
33. Commis junior — Junior clerk	23.75	20.29	19.00
34. Messager de bureau — Office messenger	25.75	21.89	20.60
35. Personnel féminin de bureau (excepté les sténographes) — Office female staff (excluding stenographers):			
durant 1ère année — during 1st year	25.75	21.89	20.60
durant 2ème année — during 2nd year	28.75	24.44	23.00
durant et après 3ème année — during and after 3rd year	31.75	26.99	25.40
36. Personnel de maîtrise — Administration personnel	58.75	49.94	47.00
37. Sténo-dactylo — Stenographer-typist:			
durant 1ère année — during 1st year	28.75	24.44	23.00
durant 2ème année — during 2nd year	31.75	26.99	25.40
durant et après 3ème année — during and after 3rd year	34.75	29.54	27.80

		Per heure — Per hour		
		0.83	0.71	0.67
38. Surnuméraire de bureau — Office occasional hand.....				
39. Teneur de livres ou commis de bureau — Book-keeper or office clerk:	Par semaine — Per week			
durant 1ère année — during 1st year.....	28.75	24.44	23.00	
durant 2ème année — during 2nd year.....	30.75	26.14	24.60	
durant 3ème année — during 3rd year.....	32.75	27.84	26.20	
durant 4ème année — during 4th year.....	35.75	30.39	28.60	
durant 5ème année — during 5th year.....	38.75	32.94	31.00	
durant 6ème année — during 6th year.....	40.75	34.64	32.60	
durant 7ème année — during 7th year.....	42.75	36.34	34.20	
durant et après 8ème année — during and after 8th year	45.75	38.79	36.60	

Note: Les parties contractantes ont convenu de mettre en vigueur dans la Zone I, à compter de la première semaine complète de juin 1953, les taux minima de salaire déterminés dans le décret d'amendement."

6º Le paragraphe "a-2" de l'article VIII, section 1, concernant l'indemnité de vie chère, est radié en entier.

7º Le paragraphe "a-1" de l'article IV, section 2, est remplacé par le suivant:

"a-1) Quelle que soit la forme ou la nature du contrat intervenu entre un employeur et un voyageur de commerce ou représentant, c'est-à-dire que l'exécution de tel contrat se fasse pour un salaire fixe ou pour un taux fixe de salaire et de commission ou suivant un mode unique de commission ou de pourcentage sur le chiffre d'affaires du voyageur de commerce ou représentant ou autrement, la rémunération d'un voyageur de commerce ou représentant ne doit pas être inférieure à:

Dans la Zone I:

	Par semaine
Premier semestre de vente.....	\$30.65
Deuxième semestre de la 1ère année....	33.65
Pendant la deuxième année.....	36.65
Pendant la troisième année.....	40.65
Pendant et après la quatrième année....	45.65

Dans les zones II et III: les mêmes taux que pour la zone I, moins 15%".

8º Le paragraphe "a-2" de l'article IV, section 2, concernant l'indemnité de vie chère, est radié.

9º L'article III de la section 3 est remplacé par le suivant:

"III. Les dispositions prévues à la section 2 du présent décret et relatives aux voyageurs de commerce s'appliquent obligatoirement à cette section 3 à l'exception toutefois du paragraphe "a-1" de l'article IV de ladite section 2 relativat aux salaires".

10º Les mots "premier mai 1953" apparaissant à la clause générale (*Durée du décret*) sont remplacé par les mots "Premier mai 1954". (Document "E" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35635-o C. LARICHELIÈRE.

Note: The contracting parties are agreed to enforce, in zone I, the minimum wage rates determined by the amending decree starting from the first complete week of June 1953.

6. The whole of subsection "a-2" of section VIII, part 1, concerning the cost of living bonus, is deleted.

7. Subsection "a-1" of section IV, part 2, is replaced by the following:

"a-1) Whatever be the form or nature of contract between an employer and a commercial salesman or representative, i.e. whether the enforcement of the said contract be on a fixed wage or fixed wage and commission, or commission basis computed on the turnover of the commercial salesman or representative or on any other basis, the remuneration of a commercial salesman or representative shall not be less than:

In Zone I:

	Per week
First six months of sales work.....	\$30.65
Second six months of the first year....	33.65
During the second year.....	36.65
During the third year.....	40.65
During and after the fourth year.....	45.65

In zones II and III: The same rates as those of zone I, less 15%.

8. Subsection "a-2" of section IV, part 2, concerning the cost of living bonus, is deleted.

9. Section III of part 3 is replaced by the following:"

"III. Provisions relating to commercial salesman and contained in Part 2 of the present decree shall apply to the present Part 3, with the exception however of subsection a-1 of section IV of said Part 2 relating to wages".

10. The words "May 1, 1953" mentioned in the general clause (*Duration of the decree*) are replaced by the words "May 1, 1954". (Document "E" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35635-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1085

Québec, le 24 septembre 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "F"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1085

Quebec, September 24, 1953
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the cartage industry in the region of Quebec.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

1^o QUE le décret numéro 1553 du 18 novembre 1948 et amendements, relatif à l'industrie du camionnage dans la cité de Québec et un rayon de dix (10) milles de ses limites (rive nord du fleuve Saint-Laurent), soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

2^o QUE la constitution et les règlements généraux et spéciaux du Comité paritaire du Camionnage de Québec, établi en exécution dudit décret, approuvés par les arrêtés en conseil, numéros 1719-A du 16 décembre 1948 et 1761-C du 23 décembre 1948, soient également abrogés.

3^o QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire du Camionnage de Québec, établi en exécution dudit décret, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1335-E du 23 décembre 1952, soit également abrogé.

(Document "F" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35635-o C. LARICHELIÈRE.

1. THAT the decree number 1553 of November 18, 1948, and amendments, relating to the cartage industry in the city of Quebec and a radius of ten (10) miles from its limits (North shore of the St. Lawrence River), be annulled and repealed for all purposes of the law.

2. THAT the constitution and general and special by-laws of the Comité paritaire du Camionnage de Québec, established under the said decree, approved by Orders in Council Nos. 1719-A of December 16, 1948 and 1761-C of December 23, 1948, be also repealed.

3. THAT the levy by-law of the Comité paritaire du Camionnage de Québec, established under the said decree, approved by Order in Council No. 1335-E of December 23, 1952, be also repealed.

(Document "F" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
35635-o Acting Clerk of the Executive Council

Action en séparation de biens

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Amanda dite Blanche Landry, épouse de Joseph Isidore Théodore Quirion, sans occupation, domicilié à 2381, Delorimier, Montréal; a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 22 septembre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,
35615-o LUC MERCIER.

Action for separation as to property

Notice is given that Dame Marie Amanda dite Blanche Landry, wife of Joseph Isidore Théodore Quirion, without occupation, of 2381, Delorimier, Montreal; has instituted an action against her husband, for separation as to property

Montreal, September the 22nd, 1953.

LUC MERCIER,
35615-o Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "C. N. R. Terminal Credit Union", en date du 19 septembre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 septembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35616-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "C. N. R. Terminal Credit Union" under date the nineteenth day of September 1953 whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of September 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35616 Under Secretary of the Province.

INSURANCE EXCHANGE BUILDING LTD.

Règlement Spécial "X"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires, au pro rata du nombre des actions détenues par chacun, est par les présentes, autorisée.

Certifié vrai sommaire du règlement spécial "X" de "Insurance Exchange Building Ltd."

Montreal, P.Q., 21 septembre 1953.
(Sceau) Le Secrétaire,
35617 M. AURBACH.

INSURANCE EXCHANGE BUILDING LTD.

Special By-Law "X"

The distribution of the assets of the Company amongst the Shareholders ratably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of special By-law "X" of "Insurance Exchange Building Ltd."

Montreal, P.Q., September 21st, 1953.
(Seal) M. AURBACH,
35617-o Secretary.

(P.G. 3909-44)

LA COLONIE DE VACANCES D'ACTON VALE

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 14 juillet 1953, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de sept à quinze:

(A.G. 3909-44)

LA COLONIE DE VACANCES D'ACTON VALE

Excerpt of by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the meeting held on July 14, concerning increase in the number of Directors from seven to fifteen:

"Article 6 — La Corporation sera administrée par un Bureau de Direction composé de quinze membres dont: a) Le Président b) Le Secrétaire c) Le Trésorier d) L'Aumônier e) Onze (11) Directeurs."

Vraie copie.
35618-o

Le Secrétaire,
FERNAND GAGNON,

(P.G. 5727-49)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 15 septembre 1953, l'amendement apporté aux règlements de "Le Club Nautique de Valleyfield — Valleyfield Boating Club", en ajoutant la clause 10-4-a auxdits règlements, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province ce 17 septembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
35619-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Lorette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le douze septembre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Notre-Dame-de-Lorette, dans le comté de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35620-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Siméon de Charlevoix", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-huit septembre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Siméon, dans le comté de Charlevoix.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35621-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 3632-52)

SNOWDON MAJOR FASTBALL LEAGUE INC.

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus nommée, tels qu'amendés à une assemblée générale spéciale tenue le 24 mars 1953, concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs, de huit (8) à vingt (20):

"5° Bureau de direction (1) Composition — les affaires de la ligue seront administrées par un bureau de vingt (20) directeurs élus annuellement à l'assemblée générale annuelle de la Ligue par les membres choisis dans leur propre personnel ou ailleurs".

Le Secrétaire,
35622 JOHN P. McKENNA.

Article 6 — The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of fifteen members, which are: a) The President, b) the Secretary, c) the Treasurer, d) the Chaplin, e) Eleven (11) Directors."

True copy. FERNAND GAGNON,
35618 Secretary.

(A.G. 5727-49)

Notice is hereby given that, upon recommendation by the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, under date September 15, 1953, has approved the amendment made to the by-laws of "Le Club Nautique de Valleyfield — Valleyfield Boating Club", by adding clause 10-4-a to the said by-laws, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 17, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35619 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre Dame de Lorette" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September twelfth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Notre-Dame-de-Lorette, in the county of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,
35620 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Siméon de Charlevoix" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September eighteen, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Siméon, in the county of Charlevoix.

JEAN BRUCHÉSI,
35621 Under Secretary of the Province.

(A.G. 3632-52)

SNOWDON MAJOR FASTBALL LEAGUE INC.

Extract of the By-laws of the above named corporation as amended, at a special general meeting held on March 24, 1953, concerning the increase of the directorate thereof from eight (8) to twenty (20):

"5. Board of Directors (1) Composition — The Affairs of the League shall be managed by a Board of twenty (20) Directors elected annually at the annual general meeting of the League by the members from among their own personnel or elsewhere."

JOHN P. MCKENNA,
35622-o Secretary.

(P.G. 14249-51)
STRATHCONA EQUIPMENT CO.

Règlement N° 28

augmentant le nombre des directeurs
de trois à sept

Qu'il soit et il est, par les présentes, fait, passé et décreté:

Que le règlement N° 7 des règlements de la compagnie soit, par les présentes, amendé en rayant la première phrase de son premier paragraphe et en y substituant la phrase suivante:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de sept (7) directeurs dont deux (2) formeront quorum."

Le Secrétaire,
35623 (Signe) ISABELLA J. MACDONALD.

(A.G. 14249-51)
STRATHCONA EQUIPMENT CO.

By-law No. 28

increasing the number of Directors
from three to seven

"Be it and it is hereby made, passed and enacted:

That By-law No. 7 of the By-laws of the Company is hereby amended by deleting the first sentence of the first paragraph thereof and by substituting therefor the following sentence:

"The affairs of the Company shall be managed by a board of seven (7) directors, two (2) of whom shall form a quorum."

(Signed ISABELLA J. MACDONALD,
35623-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Fatima", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-huit septembre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel présenté est situé à Val d'Or, dans le comté d'Abitibi-Est.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35624-o JEAN BRUCHÉSI.

(P. G. 3956-52)
THE PURDY & HENDERSON CO.,
(QUEBEC) LIMITED

Copie certifiée d'amendement à l'article 1 du règlement N° 3.

Il est résolu:

Que l'article 1 du règlement N° 3 soit et il est, par les présentes, amendé en substituant le mot "sept" au mot "trois", afin que ledit article 1 du règlement N° 3, se lise maintenant comme suit:

"Article 1. Nombre des directeurs. Le bureau de direction sera composé de sept directeurs"

Je, le soussigné, Thomas J. Rappell, secrétaire-trésorier, de "The Purdy & Henderson Co., (Quebec) Limited", certifie, par les présentes que le précédent est un extrait conforme et exact des minutes d'une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le vingt et unième jour d'août 1953, laquelle dite résolution amendant l'article 1 du règlement N° 3 de ladite compagnie a été ratifiée par au moins les deux-tiers en valeur des actions de ladite compagnie à une assemblée des actionnaires tenue le vingt et unième jour d'août 1953.

(Seau) Le Secrétaire-trésorier,
35642 T. J. RAPPELL

That By-law No. 7 of the By-laws of the Company is hereby amended by deleting the first sentence of the first paragraph thereof and by substituting therefor the following sentence:

"The affairs of the Company shall be managed by a board of seven (7) directors, two (2) of whom shall form a quorum."

"The affairs of the Company shall be managed by a board of seven (7) directors, two (2) of whom shall form a quorum."

(Signed ISABELLA J. MACDONALD,
35623-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Fatima, for the study, defence and promotion of economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September eighteen 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Val d'Or, in the county of Abitibi-East.

JEAN BRUCHÉSI,
35624 Under Secretary of the Province.

(A. G. 3956-52)
THE PURDY & HENFERSON CO.,
(QUEBEC) LIMITED

Certified copy of amendment to article 1 of by-law No. 3.

Resolved:

That Article 1 of By-Law No. 3 be and it is hereby amended by substituting the word "seven" for the word "three", so that the said Article 1 of By-Law No. 3 shall now read as follows:

Article 1. Number of Directors. The Board of Directors shall consist of seven Directors".

I, the undersigned Thomas J. Rappell, Secretary-Treasurer of "The Purdy & Henderson Co., (Quebec) Limited," do hereby certify that the foregoing is a true and exact extract from the Minutes of a Meeting of the Directors of the said Company held on the twenty-first day of August, 1953, which said Resolution amending Article 1 of By-Law No. 3 of the said Company was ratified by at least two-thirds in value of the shares of the said Company at a Meeting of the Shareholders held on the twenty-first day of August, 1953.

(Seal) T. J. RAPPELL.
35642-o Secretary-Treasurer.

AVIS
(Lois des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Propriétaires de Taxis de Lac St-Jean Est", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par

NOTICE
(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Propriétaires de Taxis de Lac St-Jean Est", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized

le Secrétaire de la Province, le dix-huit septembre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Hébertville (Station), dans le comté de Lac St-Jean.

Le Sous-sécrétaire de la Province,
35644-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le texte d'une résolution adoptée à l'assemblée générale annuelle du "Chantier Coopératif de l'U.C.C., Régional de Brébeuf, tenue le quatorze août 1953, changeant le nom de ladite société en celui de "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Mont-Laurier" et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit septembre 1953.

Le Sous-sécrétaire de la province,
35645-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 4776-52)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable secrétaire de la province a approuvé, le trente septembre 1953, le règlement N° III de la corporation "Hôpital Comtois, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province ce trente septembre 1953.

Le Sous-sécrétaire de la province,
35656-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 6792-45)

DURITY PAINT & LACQUER COMPANY
LIMITED

Règlement N° 21

"Il est résolu:

1° Que le nombre de directeurs de la Compagnie soit augmenté de trois à quatre, de sorte que le bureau de direction de la Compagnie sera à l'avenir composé de quatre directeurs;

2° Trois directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du bureau de direction;

3° Que tous les règlements, résolutions ou procédures quelconques antérieurs de la compagnie qui seraient en contradiction avec le présent règlement soient, par les présentes, amendés, modifiés et revisés aux fins de donner effet au présent règlement."

Adopté ce 5ième jour de juin 1953.

Le Président,
GUY MESSIER.
Le Secrétaire,
R. L. LAVIGUEUR.
35657-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du canton Lussier, comté de Montcalm, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 16 septembre 1953, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité du canton Lussier en celui de "Municipalité de Saint-Donat", comté de Montcalm.

by the Provincial Secretary on September eighteen, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Hébertville (Station), in the county of Lake St-John.

JEAN BRUCHÉSI,
35644 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Quebec Cooperative Syndicates' Act)

Notice is hereby given that on August fourteenth, 1953, the Honourable the Provincial Secretary duly received the text of a resolution adopted at the annual general meeting of the "Chantier Coopératif de l'U.C.C. Régional de Brébeuf" changing the name of the said association into that of "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Mont-Laurier", and that this document was filed in the archives of the Provincial Secretary's Office.

Given at the office of the Provincial Secretary, the eighth day of September, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35645 Under Secretary of the Province.

(A.G. 4776-52)

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-law No. III of the corporation "Hôpital Comtois, Inc.", was approved by the Honourable the Provincial Secretary, on September thirtieth, 1953, and such, pursuant to the provisions of Section 225a of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of September, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35656 Under Secretary of the Province.

(A.G. 6792-45)

DURITY PAINT & LACQUER COMPANY
LIMITED

By-law No. 21

"It is enacted:

1. That the number of directors of the Company be increased from three to four, so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of four directors;

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Adopted this fifth day of June 1953.

GUY MESSIER,
President.
R. L. LAVIGUEUR,
Secretary.
35657

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the municipality of the township of Lussier, county of Montcalm, that the Lieutenant-Governor in Council has approved, under date of September 16, 1953, following a report of the Committee of the Honourable Executive Council, the change of name of the municipality of the township of Lussier into that of "Municipality of Saint-Donat", county of Montcalm.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Donat, 26 septembre 1953.

Le Maire,
JEAN LABRÈCHE.
Le Secrétaire-trésorier,
JULES BÉLANGER.

35659-o

In conformity with the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name enters into force from and after the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

JEAN LABRÈCHE,
Mayor.
JULES BÉLANGER,
Secretary-Treasurer.

35659

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement les bills privés devront être déposés avant le 28 octobre 1953 et présentés avant le 9 décembre 1953, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant 28 novembre 1953 et reçues avant le 3 décembre 1953, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 décembre 1953.

Québec, le 3 septembre 1953.
Le Greffier,
35513-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders to be deposited before October 28, 1953, and introduced before December 9, 1953, petitions for the introduction of private bills must be presented before November 28, 1953, and received before December 3rd, 1953, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before December 23rd, 1953.

Quebec, September 3rd, 1953.
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

35513-37-10

Chartes — Abandon de

DEAKIN TRADING CO. INC.

La compagnie "Deakin Trading Co. Inc." donne, par les présentes, avis public, qu'elle s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et sa dissolution.

Daté à Montréal, ce 28e jour de septembre 1953.

Par ordre du bureau de direction.
Le Président,
35633 HARRY FINK.

Charters — Surrender of

DEAKIN TRADING CO. INC.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Deakin Trading Co. Inc. hereby gives public notice that it will make application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its charter and to be declared dissolved.

Dated at Montreal this 28th day of September, 1953.

By order of the Board of Directors.
HARRY FINK,
President.

35633-o

AVIS DE DEMANDE D'ACCEPTATION DE L'ABANDON D'UNE CHARTRE

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, "Garage Belley Limitée", s'adressera au Procureur Général pour demander l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Jonquière ce 3ème jour de septembre 1953.

GARAGE BELLEY LIMITÉE
Par le Président,
35634-o PAUL RAYMOND.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "J.-H. Laberge Limitée" s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa chartre.

Montréal, ce 18ème jour de septembre 1953.
Le Secrétaire de la compagnie,
35647-o C. McPHERSON.

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHAPTER

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, "Garage Belley Limitée", hereby give notice that it will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Jonquière, this 3th day of September, 1953.

GARAGE BELLEY LIMITÉE
by: PAUL RAYMOND,
Chairman.

35634-o

NOTICE

Notice is hereby given that "J. H. Laberge Limited" will make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, September 18th, 1953.
C. McPHERSON,
Secretary of the company.

35647-o

Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 2677-53)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Monarch Machinery Company Ltd." a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette province.

Le siège social dans la province est établi à 511 Carré Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. Matthew Cochrane Holt, 529 avenue Lansdowne, en la cité de Westmount.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 25e jour de septembre 1953.

Le Sous Secrétaire de la Province,

35611

JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 2490-53)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Yates Uranium Mines, Inc.", a été autorisé à exercer ses affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie, par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette province.

Son agent principal dans la Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. E. Harry Knight, 132, ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province de Québec, sera à l'adresse ci-haut donnée, viz. à 132 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce 1er jour d'octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,

35611

JEAN BRUCHÉSI.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par les présentes donné que Conrad Hervé Pierre Charron, étudiant de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom Conrad Hervé Pierre Charron en celui de Conrad Hervé Pierre De Costa Charron, avec tous les droits et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits, priviléges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Montréal, le 9 septembre 1953.

Le Procureur du requérant,
35522-37-4-o ADRIEN R. PAQUETTE.

Companies Licensed to do Business

(P. Sec. 2677-53)

Notice is hereby given that the company "Monarch Machinery Company Ltd." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The head office in the Province is to be established at 511 Place d'Armes Square, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Matthew Cochrane Holt, 529 Lansdowne Avenue, in the city of Westmount.

Given at the office of the Provincial Secretary this 25th day of September, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,

35611-o Under-Secretary of the Province.

(P. Sec. 2490-53)

Notice is hereby given that the company "Yates Uranium Mines, Inc." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding against it, is Mr. E. Harry Knight, 132 St. James Street West, in the city and judicial district of Montreal.

The principal office of the company in the Province of Quebec to be at the above given address, viz. at 132 St. James Street West, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this 1st day of October, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,

35611-o Under-Secretary of the Province.

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that Conrad Hervé Pierre Charron, student of the City of Outremont, district of Montréal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an Act authorizing the change of his name Conrad Hervé Pierre Charron in the one of Conrad Hervé Pierre De Costa Charron, with all the rights and obligations he had in the past, and subject to the rights, duties and obligations imposed upon him by the said act in the future.

Montreal, September 9, 1953.

ADRIEN R. PAQUETTE,
35522-37-4-o Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sept-Iles demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente dite taxe d'éducation, ne dépassant pas un pour cent.

Québec, le 23 septembre 1953.

Le Procureur des pétionnaires,
35603-39-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Canada, Province de Québec,
district de Terrebonne

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la Ville de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

a) Pour demander l'imposition d'une taxe spéciale de un pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, (Statuts réfondus 1941, chapitre 88 et ses amendements).

b) Pour permettre aux Commissaires de recevoir une rénumération de cinq cents dollars pour chacun des Commissaires et huit cents dollars pour le Président.

Sainte-Thérèse, ce 21 septembre 1953.

Le Procureur des requérants,
35596-39-4-o ANDRÉ FAUTEUX.

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant Jésus, corporation ayant son siège social à Fraserville, (Rivière-du-Loup) demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 7 George V, chapitre 109, aux fins suivantes:

1° Pour changer son nom actuel en celui de: "La Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus de Chauffailles";

2° Pour augmenter la valeur autorisée des immeubles que la corporation possède actuellement et acquerra dans l'avenir;

3° Pour pouvoir émettre des bons (débentures)

4° Pour changer le nom du siège de la corporation de Fraserville en Rivière-du-Loup.

Rivière-du-Loup, ce 23 septembre 1953.

Le Procureur de la requérante,
35636-40-4-o JEAN-PAUL BÉRUBÉ.

AVIS PUBLIC

Les Syndics de la Paroisse de St-Pierre de Joliette présenteront lors de la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, un bill privé afin d'étendre et modifier les pouvoirs des syndics de la paroisse de St-Pierre de Joliette.

Joliette le 23 septembre 1953.

Les Procureurs des Syndics,
JACQUES et CLAUDE DUGAS.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the town of Sept-Iles, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act authorising them to impose a sale's tax not exceeding one per cent.

Quebec, September 23th, 1953.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
35603-39-4-o Attorney for Petitioners.

Canada, Province of Quebec,
District of Terrebonne

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by the School Commissioners for the town of Sainte-Thérèse, in the district of Terrebonne, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law to:

a) Ask the imposition of a special tax of one per cent, called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retails Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

b) To permit the School Board to receive annually a renumeration of five hundred dollars for each of the commissioners and of eight hundred dollars for the chairman.

Sainte-Thérèse, District of Terrebonne, the 21th September, 1953.

ANDRÉ FAUTEUX,
35596-39-4-o Attorney for petitioners.

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the "Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus" corporation having its head office at Fraserville (Rivière-du-Loup), will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 7, George V, chapter 109, for the following purposes:

1. To change its present name into that of: "La Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus de Chauffailles";

2. To increase the authorized value of the immovables which the corporation presently holds and may acquire in the future;

3. To be allowed to issue bonds (débentures)

4. To change the name of the location be the corporation from "Fraserville" into "Rivière-du-Loup".

Rivière-du-Loup, this 23rd day of September, 1953.

JEAN-PAUL BÉRUBÉ,
35636-40-4-o Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

The Trustees for the Parish of St-Pierre of Joliette will present at the next session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, a private bill to extend and amend the powers of the Trustees for the Parish of St-Pierre of Joliette.

Joliette, September 23, 1953.

JACQUES and CLAUDE DUGAS,
Attorneys for the Trustees.

AVIS PUBLIC
VILLE DE RIMOUSKI

Avis est par les présentes donné que la Ville de Rimouski, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa session 1953-54, pour demander l'adoption d'un Bill aux fins suivantes:

Demandez de plus amples pouvoirs pour:

1° Réglémenter: a) la construction, b) le commerce, c) l'utilisation de ses rues, places publiques, d) la taxe d'eau dans certains cas;

2° Acquérir certains immeubles pour fins municipales et industrielles et en disposer;

3° Exproprier des servitudes et droits;

4° Adjoindre des experts à ses estimateurs;

5° Fixer une indemnité pour le maire et les échevins;

6° Acquérir les immeubles vendus pour taxes;

7° Et pour d'autres fins.

Rimouski, le 28 septembre 1953.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
355637-40-4-o GAGNON & GAGNON.

PUBLIC NOTICE
TOWN OF RIMOUSKI

Notice is hereby given that the Town of Rimouski will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its session 1953-54, for the adoption of a Bill for the following purposes:

1° To obtain more ample powers to regulate: a) the construction, b) the commerce, c) the utilisation of streets and public places, d) the water taxes in certain cases;

2° To acquire and dispose of certain immovable property for municipal and industrial purposes;

3° To expropriate certain servitudes and rights;

4° To provide assistance of experts to valuers;

5° To fix an indemnity for the Mayor and aldermen;

6° To acquire property sold for taxes;

7° And for other purposes.

Rimouski, September 28th, 1953.

Attorneys for Petitioner,
35637-40-4-o GAGNON & GAGNON.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de Ste-Monique, la Corporation de Péribonka et les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de Ste-Monique de Honfleur dans les Comtés de Lac St-Jean est et Lac St-Jean ouest s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de ratifier et confirmer certaines résolutions relatives à l'évaluation de la propriété imposable de Aluminum Company of Canada, Limited, située dans le territoire sous leur juridiction respective, ainsi qu'à la responsabilité de cette compagnie pour taxes municipales et scolaires dans ledit territoire, et aussi aux fins de ratifier et confirmer les contrats passés entre lesdites corporations municipales et scolaire et Aluminum Company of Canada, Limited à la suite de l'adoption des dites résolutions.

Roberval, ce 28 septembre 1953.

Le Procureur des Requérantes,
35638-40-4-o A. DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of Ste-Monique, the Corporation of Péribonka and the School Commissioners for the Municipality of Ste-Monique de Honfleur in the Counties of Lake St. John east and Lake St. John west, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify and confirm certain resolutions concerning the valuation of the taxable property of Aluminum Company of Canada, Limited, situated in the territory under their respective jurisdiction and concerning the responsibility of the said Company for municipal and school taxes in the said territory, also to ratify and confirm the contracts passed by and between the said municipal and school corporations and Aluminum Company of Canada, Limited pursuant to the said resolutions.

Roberval, 28th September 1953.

A. DUMONTIER,
35638-40-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Missionnaires de la Compagnie de Marie, de Dorval, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la modification de la Loi les constituant en Corporation, savoir: 47 Victoria, ch. L1 (1884), aux fins d'augmenter leurs pouvoirs de posséder des biens mobiliers et immobiliers en cette province.

Les pétitionnaires solliciteront également l'obtention de pouvoirs additionnels pour la Corporation, son Conseil d'administration et pour autres fins.

Québec, ce 28 septembre, 1953.

Le Procureur des Requérants,
35643-40-4-o JEAN RÉMILLARD.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Les Missionnaires de la Compagnie de Marie", of Dorval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to request the amendment of the Act whereby they were incorporated, to wit: 47 Victoria, chapter L1 (1884), for the purposes of increasing their powers of holding property, moveable and immovable, in this Province.

The petitioners shall also request additional powers for the Corporation, its Board of Directors and for other purposes.

Quebec, this 28th day of September, 1953.

JEAN RÉMILLARD:
35643-40-4 Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Joseph Poulin, président de l'Asbestonos, de St-Lambert près de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale ratifiant

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Joseph Poulin, President of the Asbestonos, of St-Lambert, near Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to pass a special Act ratifying the judgment of the

le jugement de la Cour Supérieure de Beauce, numéro 22,704, Peter W. Langlois vs Henry Austin & Als, défendeurs, rendu par l'honorable Fernand Choquette J.C.S. le 17 avril 1953, autorisant la vente par licitation des droits de mines sauf l'or et l'argent, sis dans le tréfonds des lots 13A, 13B et 13D du dixième (10e) rang du canton de Broughton comté de Beauce, suivant les termes du consentement des principaux intéressés et réservant à tout intéressé de faire valoir ses droits dans la distribution du produit de la vente, et à ce qu'il soit déclaré que ce jugement dont il n'y a pas eu appel est chose jugée à l'égard de tous les intéressés dans lesdits droits de mines, et qu'il demandera par ladite loi spéciale également, que le contrat de vente desdits droits de mines, qui lui a été consenti en vertu dudit jugement de l'honorable Fernand Choquette, par les protonotaires de la Cour Supérieure pour le district de Beauce, Messieurs Taschereau & Allard, soit également ratifié et qu'en vertu dudit jugement et dudit contrat de vente ledit Joseph Poulin, industriel, Président de L'Asbestos de Saint-Lambert près de Montréal, est définitivement propriétaire incommutable desdits droits de mines sauf l'or et l'argent, qui se trouvent dans le tréfonds desdits lots 13A, 13B et 13D du rang 10 du cadastre pour le canton de Broughton, comté de Beauce.

St-Joseph de Beauce, 28 septembre 1953.
Le Procureur du Requérant,
35653-40-4-o ROSAIRE BEAUJOIN.

Superior Court of Beauce, number 22,704, Peter W. Langlois vs Henry Austin & Als, defendants, rendered by the Honourable Fernand Choquette J.S.C., on April 17, 1953, authorizing the sale by licitation of the mining rights, with the exception of the gold and silver, situate in the subsoil of lots 13A, 13B and 13D of the tenth (10th) range of the township of Broughton, county of Beauce, according to the terms of agreement of the principal parties interested and reserving to any interested party to assert his rights in the distribution of the produce of the sale, and that it be declared that this judgment on which there has been no appeal, is settled matter regarding all interested parties in the said mining rights, and that he will also request by the said Act that the deed of sale of the said mining rights which have been conceded to him under the said judgment of the Honourable Fernand Choquette, by the protonotaries of the Superior Court for the District of Beauce, Messrs. Taschereau & Allard, be also ratified and that under the said judgment and the said deed of sale, the said Joseph Poulin, industrialist, President of the Asbestos of St. Lambert, near Montreal, is definitely the absolute owner of the said mining rights, with the exception of the gold and silver, which is to be found in the subsoil of the said lots 13A, 13B and 13D of Range 10 of the cadastre of the township of Broughton, county of Beauce.

St-Joseph de Beauce, September 28, 1953.
ROSAIRE BEAUJOIN,
35653-40-4 Attorney for the Petitioner.

Département de l'Agriculture

Avis est donné, par les présentes, que le ministre de l'Agriculture a autorisé la formation d'un cercle agricole dans la comté de Matapedia, sous le nom de cercle agricole de la paroisse de Ste-Marguerite-Marie, conformément à la Loi des cercles agricoles, (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Daté du bureau du ministre, ce 30 septembre 1953.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
35646-o RENÉ TRÉPANIER.

Avis est donné, par les présentes, que le ministre de l'Agriculture a autorisé la formation d'un cercle agricole dans le comté de Saguenay, sous le nom de cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse des Colombiers, conformément à la Loi des cercles agricoles, (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Daté du bureau du ministre, ce 30 septembre 1953.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
35646-o RENÉ TRÉPANIER.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has authorized the formation of a farmer's club in the county of Matapedia, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de Ste-Marguerite-Marie", in conformity to the Farmers' Clubs Act, (R.S.Q. 1941, chapter 118).

Dated at the office of the Minister, this 30th day of September, 1953.

RENÉ TRÉPANIER,
35646 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has authorized the formation of a farmer's club in the county of Saguenay, under the name of "Cercle Agricole de la Paroisse de Ste-Thérèse des Colombiers," in conformity with the Farmers' Club Act, (R.S.Q. 1941, chapter 118).

Dated at the office of the Minister, this 30th day of September, 1953.

RENÉ TRÉPANIER,
35646 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Québec, le 16 septembre 1953.
N° 1153-53.

Demande est faite d'annexer les lots 1 à 17 inclusivement du rang IX (9), du canton Massé, territoire qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de St-Charles-Garnier.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35586-39-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 1153-53.

Application is made to annex lots 1 to 17 inclusive, of Range IX (9), of the township of Massé, a territory which is not as yet organized for school purposes, to the school municipality of St-Charles-Garnier.

O. J. DESAULNIERS,
35586-39-2 Superintendent of Education.

N° 1190-53.

Québec, le 25 septembre 1953.
 Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Village de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice, la partie du lot numéro 170 du cadastre officiel de la paroisse de Saint Boniface, appartenant à Monsieur John Lemay, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 35640-40-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1190-53.

Quebec, September 25, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of the Village of Shawinigan, in the county of Saint-Maurice, that part of lot number 170 of the official cadastre of the parish of Saint Boniface, belonging to Mr. John Lemay, in order to annex it to the school municipality of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, same county.

O. J. DESAULNIERS,
 35640-40-2 Superintendent of Education.

N° 723-53.

Québec, le 25 septembre 1953.
 Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Louis de Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, les lots 356 et 362 du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Pascal, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
 35641-40-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 723-53.

Quebec, September 25, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of St-Louis of Kamouraska, in the county of Kamouraska, lots 356 and 362 of the official cadastre of the parish of St-Louis, to annex them to the school municipality of St-Pascal, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
 35641-40-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du canton de Grantham (municipalité de Grantham-Ouest) division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que le lot 124-34 et partie du lot 124-47 (rue) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 septembre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
 Service du Cadastre,
 Le Sous-ministre,
 AVILA BÉDARD.
 35612-o

NOTICE

Official cadastre of township of Grantham (municipality of Grantham-west) registration division of Drummond.

Notice is hereby given that lot 124-34 and part of lot 124-47 (street) are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September 22, 1953.

Department of Lands and Forests,
 Cadastral Branch,
 AVILA BÉDARD.
 Deputy Minister.
 35612-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent (Cité de Montréal) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 39-112 et 40-104 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 septembre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
 Service du Cadastre,
 Le Sous-ministre,
 AVILA BÉDARD.
 35612-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Laurent (City of Montreal) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 39-112 and 40-104 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September 22, 1953.

Department of Lands and Forests,
 Cadastral Branch,
 AVILA BÉDARD.
 Deputy Minister.
 35612-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1084 du 24 septembre 1953, section "D" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements)

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, formed under decree No. 1884 of November 12, 1947, and amendments, has been authorized by a By-law approved by Order-in-Council No. 1084 of September 24, 1953 part "D" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the

à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1953 au 1er octobre 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la Province de Québec, pour la période comprise entre le 1er octobre 1953 et le 1er octobre 1954.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Etat des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er octobre 1953 et le 1er octobre 1954.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$12,000.00
Salariés.....	12,000.00
	\$24,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire.....	3,500.00
Assistant-secrétaire.....	1,790.00
Inspecteur, Zone I.....	1,700.00
Sténographe.....	2,600.00
Loyer.....	1,000.00
Taxes d'affaires.....	90.00
Service téléphonique et éclairage.....	120.00
Frais de déplacement, inspecteur.....	400.00
Frais judiciaires et professionnels.....	500.00

employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from October 1, 1953 to October 1, 1954; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms to be filed in according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see that the reports be sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sent to the Parity Committee within the fifteen days following the date of expiration of the period for which it is exigible.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following date: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, for the period between October 1, 1953 and October 1, 1954.

JOINT COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Probable receipts and expenses for the period from October 1, 1953, to October 1, 1954.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$12,000.00
Employees.....	12,000.00
	\$24,000.00

Expenses:

Salaries:	
Secretary.....	3,500.00
Assistant-secretary.....	1,790.00
Inspector (Zone I).....	1,700.00
Stenographer.....	2,600.00
Rent.....	1,000.00
Business tax.....	90.00
Telephone and lighting.....	120.00
Travelling expenses of inspector.....	400.00
Professional and judicial fees.....	500.00

Réserve — Crédits douteux.	100.00	Reserve, uncertain credits.	100.00
Impression et papeterie.	600.00	Printing and stationery.	600.00
Frais de déplacement des membres, jetons de présence, etc.	5,000.00	Travelling meeting and other expenses of members.	5,000.00
Timbres-poste, téléphone longue distance et télégrammes.	200.00	Postage, L. D., telephone, telegraph.	200.00
Divers.	550.00	Miscellaneous.	550.00
	18,150.00		18,150.00
Surplus Réserve.	5,850.00	Surplus, Reserve.	5,850.00
	\$24,000.00		\$24,000.00
Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, le 3 octobre 1953.	355635-o	Department of Labour, Quebec, October 3, 1953.	35635-o

Liquidations, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de Esprit-Saint", tenue à Esprit-Saint, dans le comté de Rimouski, le 12 juillet 1953, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, S.R.Q. 1941, chap. 290, et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chap. 278, et que, à ces fins, M. l'abbé Chs-A. Langlois, prêtre-curé, et MM. Désiré Caron et Louis Caron ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 23 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35625-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS RELATIF A LA MUTUELLE DES CUISINIERS ET PATISSIERS PROFESSIONNELS

Avis est par les présentes donné, que j'ai préparé un bordereau de collocation qui sera payable quinze jours après la publication du présent avis, aux membres en règle de la Mutuelle des Cuisiniers et Patissiers Professionnels, le 8 avril 1953.

Donné à Montréal, le 24ième jour de septembre 1953.

Le Liquidateur,
35626-o G. RICHARD.

**Ministère des Finances
Assurances****AVIS DE CHANGEMENT DE NOM**

Avis est donné par les présentes que "Protection Mutual Fire Insurance Company", constituée en corporation conformément aux lois de l'Etat de l'Illinois, Etats-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la Province sous le numéro 401, a changé son nom en celui de "Protection Mutual Insurance Company".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 25 septembre 1953.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
35613-o Surintendant des assurances.

Winding up Notices:

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of "La Caisse Populaire de Esprit-Saint", held at Esprit-Saint, in the county of Rimouski on July 12, 1953, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound-up and that the same be dissolved, in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act, R.S.Q. 1941, chap. 290, and of the Winding-Up Act, R.S.Q., 1941, chap. 278, and that, for such purposes, the Reverend Father Chs. A. Langlois, priest and pastor, and Messrs. Désiré Caron and Louis Caron have been named liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 23, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35625 Under Secretary of the Province.

NOTICE CONCERNING THE MUTUELLE DES CUISINIERS ET PATISSIERS PROFESSIONNELS

Notice is hereby given, that I have prepared a dividend-sheet that will be payable fifteen days after the publication of the present notice to the members in good standing of "Mutuelle des Cuisiniers et Patissiers Professionnels" on the 8th of April 1953.

Given at Montreal, this 24th day of September, 1953.

Liquidator,
35626-o G. RICHARD.

**Department of Finance
Insurances****NOTICE OF CHANGE OF NAME**

Notice is hereby given that the "Protection Mutual Fire Insurance Company", incorporated under the laws of the State of Illinois, United States of America, and registered in this Province under number 401, has changed its name to "Protection Mutual Insurance Company".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 25 of September 1953.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
35613-o Superintendent of Insurance.

Proclamations

Proclamations

Province de Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires. Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-huit novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent-cinquante-trois et de Notre règne le deuxième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie
à Québec,

35513-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de GASPARD FAUTEUX
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerter,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur { ATTENDU QU'en général,
L. DÉSILETS. } 19 de la Loi 11 Georges VI, les jours fériés dans

Notre province ont été établis, et que le pouvoir a été donné au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, par proclamation, tout jour d'actions de grâces;

ATTENDU qu'au cours de la présente année, la population de la province de Québec a bénéficié de nombreux bienfaits et s'est enrichie de féconds et durables progrès;

ATTENDU que notre province est fermement et irrévocablement attachée à ses traditions religieuses;

ATTENDU qu'il convient de remercier le Bon Dieu d'une manière publique et solennelle;

ATTENDU qu'il est à propos de déclarer jour férié et jour d'actions de grâces le 12 octobre 1953.

Province of Quebec

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories QUEEN, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the eighteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty three and the second year of Our Reign.

By command.

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery,
35513-37-10 at Quebec.

Canada,
Province of GASPARD FAUTEUX
Quebec.
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories QUEEN, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS in virtue of Deputy Attorney General, } chapter 19, of the Act 11 George VI, holidays were established in the Province, and that the power was conferred on the Lieutenant-Governor in Council to fix, by proclamation any day of thanksgiving:

WHEREAS during the course of the present year the population of the Province of Quebec has been blest with many favours and has been enriched by abundant and lasting progress;

WHEREAS our Province is firmly and irreversibly bound to its religious traditions;

WHEREAS it is proper to thank Almighty God in a public and solemn manner;

WHEREAS it is expedient to declare the 12th October 1953, a holiday and day of thanksgiving.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 1029, du 16 septembre 1953, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétions et ordonnons que le 12 octobre 1953, soit, pour la province de Québec, jour férié et jour d'actions de grâces.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fidèles sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
35611-o JEAN BRUCHÉSI.

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council expressed in the Order in Council No. 1029, of September 16, 1953 We have enacted and ordered and, do hereby enact and order, that the October 12th, 1953, be, for the Province of Quebec, a holiday and day of thanksgiving.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-third day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-three and the second year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
35611 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Engine & Marine Consultants Ltd.", constituée au moyen de lettres patentes données en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec le 24ème jour d'août 1953 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau à Chambre 202, 1178 Phillips Place, Montréal.

Daté à Montréal, le 9ème septembre 1953.
Le Président,
35627-o WILLIAM PERCIVAL.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "National Office Management Association, Montreal Chapter, Inc.", constituée en corporation au moyen de lettres patentes données en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 14ème jour de juillet 1953 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau à Suite 758, 620 rue Cathcart, Montréal.

Daté à Montréal, le 24ème jour de septembre 1953.

Le Président,
35628-o J. J. RUSSELL.

Avis est donné que "Construction Drummond Limitée", constituée en corporation le 11 février 1952, a son siège social à 183 Boulevard Bernard, en la cité de Drummondville, Province de Québec.

A compter de la date de cet avis cet endroit est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Drummondville, le 25 septembre 1953.

Le Président,
35632-o ROBERT GAGNON.

Head Offices

NOTICE

Notice is hereby given that "Engine Marine Consultants Ltd.", incorporated by Letters Patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act on the 24th day of August, 1953, and having its head office in the City of Montreal has established its offices at Room 202, 1178 Phillips Place, in the City of Montreal.

Dated at Montreal, this 9th day of September, 1953.
President
WILLIAM PERCIVAL,
35627-o President.

NOTICE

Notice is hereby given that "National Office Management Association, Montreal Chapter, Inc.", incorporated by Letters Patent issued under Part III of the Quebec Companies' Act on the 14th day of July, 1953 and having its head office in the City of Montreal has established its offices at Room 758, 620 Cathcart Street in the City of Montreal.

Dated at Montreal, this 24th day of September, 1953.

J. J. RUSSELL,
35628-o President.

Notice is hereby given that "Construction Drummond Limitée" incorporated on February 11, 1952, has its head office at 183 Bernard Boulevard, in the City of Drummondville, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, this place is considered by the company as being its head office.

Given at Drummondville, September 25, 1953.

ROBERT GAGNON,
35632-o President,

EX. LARIVIÈRE, LIMITÉE

AVIS

Re: Siège social

"Ex. Larivière, Limitée" constituée en corporation en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 août 1953 a établi son siège social au No 1692 de la rue Mont-Royal Est, à Montréal.

A compter de la publication du présent avis, l'endroit ci-dessus désigné sera le siège social de la compagnie à toutes fins que de droit.

Montréal, 9 septembre 1953.

Le Secrétaire,
35629-o JEAN TRUDEL.

EX. LARIVIÈRE, LIMITÉE

NOTICE

Re: Head Office

"Ex. Larivière, Limitée" incorporated in accordance with Part I of the Quebec Companies' Act by letters patents dated August 27, 1953, has established its head office at No 1692 Mount-Royal Street East, Montreal.

As from the date of the publication of this notice, the abovementioned location shall be the head office of the company for all legal purposes.

Montreal, September 9, 1953.

JEAN TRUDEL,
Secretary.Avis de la situation du bureau principal de
"J.-LÉON ROY & FILS, LIMITÉE"

Avis est donné que la compagnie "J.-Léon Roy & Fils, Limitée", constituée en corporation dans la province de Québec en vertu de Lettres-Patentes en date du quatorzième jour de juillet 1953, et ayant son bureau principal en la ville de Roberval, district de Roberval, a établi son bureau au numéro 286 de la rue Saint-Joseph, en la dite ville de Roberval.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Roberval, ce vingt-et-unième jour de septembre 1953.

La Présidente,
35630-o MARIE GILBERT ROY.Notice of location of head office of
"J.- LÉON ROY & FILS, LIMITÉE"

Notice is hereby given that the company "J.-Léon Roy & Fils Limitée", incorporated in the Province of Quebec by Letters Patent, dated the fourteenth day of July 1953, and having its head office in the town of Roberval, district of Roberval, has established its office at number 286 Saint-Joseph Street, in the said town of Roberval.

As from the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Roberval, this twenty-first day of September 1953.

MARIE GILBERT ROY,
President.

Province de Québec — District de Montréal Province of Quebec — District of Montreal

Avis est, par les présentes, donné que "Quebec North Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), une compagnie constituée en corporation, par lettres patentes de Québec, en date du 24e jour d'août 1953, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, et ayant sa principale place d'affaires en la cité de St-Michel, a établi son siège social en ladite cité de St-Michel au N° 3215 Côte St-Michel.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à St-Michel, ce 26e jour d'août 1953.

Le Secrétaire,
35631 GEO. E. LACHAPELLE.

(P.G. 5682-41) AVIS

Notice is hereby given that "Quebec North Mines Ltd." (No Personal Liability), a Company incorporated by Quebec Letters Patent, dated the 24th day of August, 1953, under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, and having its principal place of business in the City of St. Michel, has established its Head Office in the said City of St. Michel, at No. 3215 Cote St. Michel.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company, as being the Head Office of the Company.

Dated at St. Michel, this 26th day of August 1953.

GEO. E. LACHAPELLE,
Secretary.

(A.G. 5682-41) NOTICE

Avis est par les présentes donné que "Cleverley, MacNeil and Wallace (Quebec) Limited", une compagnie incorporée par lettres patentes émises le 22 juillet 1941 et ayant été dûment autorisée, conformément à l'article 84 de la Loi des Compagnies de Québec, à changer son bureau principal de la Cité de Montréal à la cité de Québec, a changé son dit bureau principal de la Chambre 303, 437 St. Jacques Ouest, Montréal, à la Chambre 609, 65 Ste Anne, Québec, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau en la Cité de Québec sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Québec, 22 septembre 1953.
(Seau) Le Secrétaire-trésorier,
35655-o THÉRÈSE DES RIVIÈRES.

Notice is hereby given that "Cleverley, MacNeil and Wallace (Quebec) Limited", a company incorporated by letters patent on the 22nd of July, 1941, and having been duly authorized in compliance with section 84 of the Companies' Act to change its head office from Montreal, in the district of Montreal, to Quebec city, in the district of Quebec, has moved its office from Room 303, 437 St. James Street West, Montreal, to Room 609, 65 St. Anne Street, Quebec, P.Q.

From and after the date of this notice the said office in Quebec, P.Q., shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Québec, September 22, 1953.
(Seal) THÉRÈSE DES RIVIÈRES,
35655-o Secretary-Treasurer.

LA COMPAGNIE DE PLACEMENTS HUDSON
LIMITÉE

Siège Social

Avis est donné que "La Compagnie de Placements Hudson Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 20 mai 1953 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 3785 Ave Marlowe, dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 7 octobre 1953.

Le Président,
35658-o (signé) JEAN PAUL LALONDE.

AUTOBUS LEMELIN LIMITÉE
LEMELIN BUS LINE LIMITED

Avis de l'adresse du Bureau-chef

Avis est par les présentes donné que "Autobus Lemelin Limitée — Lemelin Bus Line Limited" compagnie incorporée par lettres-patentes, en date du 7ième jour d'août 1953, et ayant son bureau-chef en la cité de Québec, a établi ce bureau au numéro 147 de la rue Arago.

A compter de la date de la publication du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau-chef de la Compagnie.

Daté à Québec, ce 3ième jour de septembre, mil neuf cent cinquante trois.

Le Secrétaire,
35663-o NAZaire LEMELIN,

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Albert Fournier Inc." a son siège social à Plessisville, province de Québec.

Signé à Québec, ce 23ème jour de septembre 1953.

ALBERT FOURNIER INC.
Par le Secrétaire,
35664-o CLAUDE GAGNON.

LA COMPAGNIE DE PLACEMENTS HUDSON
LIMITÉE

Head Office

Notice is hereby given that "La Compagnie de Placements Hudson Limitée", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies' Act, on the twentieth day of May, 1953, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 3785 Ave Marlowe, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this seventh day of October, 1953.

(signed) JEAN PAUL LALONDE,
35658-o President.

AUTOBUS LEMELIN LIMITÉE
LEMELIN BUS LINE LIMITED

Notice of the address of the Head Office

Notice is hereby given that "Autobus Lemelin Limitée — Lemelin Bus Line Limited", company incorporated by letters patent, bearing date the 7th day of August, 1953, and having its head office in the city of Québec, has established this office at number 147 Arago Street.

From and after the date of the publication of the present notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Quebec, this 3rd day of September, one thousand nine hundred and fifty-three.

NAZaire LEMELIN,
35663 Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Albert Fournier Inc." has its head office at Plessisville, Province of Quebec.

Signed at Quebec, this 23rd day of September, 1953.

ALBERT FOURNIER INC.,
CLAUDE GAGNON,
Secretary.

Soumissions

Tenders

CORRECTION

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE NEUVILLE
(Comté de Portneuf)

Dans le texte anglais de l'avis de demande de soumissions de cette commission scolaire paru à la page 2924, de la *Gazette officielle de Québec*, du 26 septembre 1953, il faut noter que le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

35611-o

CORRECTION

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA VILLE DE
POINTE-CLAIREVILLE
(Cité Jacques-Cartier)

Dans le texte français de l'avis de demande de soumissions publié dans la *Gazette officielle de*

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF NEUVILLE
(County of Portneuf)

In the English text of the notice of call for tender for this School Board, which appeared at page 2924 of the *Quebec Official Gazette* of September 26th, 1953, please note that the capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

35611-o

CORRECTION

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF POINTE-CLAIREVILLE
(County of Jacques-Cartier)

In the French text of the notice of call for tender which appeared in the *Quebec Official*

Québec, du 26 septembre 1953, à la page 2933, Gazette of September 26th, 1953, at page 2933, il faut lire que les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 13 octobre 1953. 35611-x-o

please read that the tenders will be received until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 13th, 1953
35611-x-o

Province de Québec

CITÉ D'ARVIDA
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Fréchette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 339 rue Davis, C.P. 2, Arvida, P.Q., jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 20 octobre 1953, pour l'achat de \$100,000 d'obligations de la cité d'Arvida, comté de Chicoutimi, datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1973, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1954.	\$4,000.00
1er juin 1955.	3,000.00
1er juin 1956.	3,500.00
1er juin 1957.	3,500.00
1er juin 1958.	3,500.00
1er juin 1959.	4,000.00
1er juin 1960.	4,000.00
1er juin 1961.	4,000.00
1er juin 1962.	4,500.00
1er juin 1963.	4,500.00
1er juin 1964.	5,000.00
1er juin 1965.	5,000.00
1er juin 1966.	5,500.00
1er juin 1967.	5,500.00
1er juin 1968.	6,000.00
1er juin 1969.	6,000.00
1er juin 1970.	6,500.00
1er juin 1971.	7,000.00
1er juin 1972.	7,500.00
1er juin 1973.	7,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arvida, Cité Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables, à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, ou à Arvida, Cité Chicoutimi.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil, qui sera tenue mardi, le 20 octobre 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Arvida, Cité Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Province of Quebec

CITY OF ARVIDA
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Fréchette, Secretary-Treasurer, City Hall, 339 Davis Street, P.O.B. 2, Arvida, P.Q., until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 20, 1953, for the purchase of an issue of \$100,000 of bonds of the City of Arvida, County of Chicoutimi, dated June 1st, 1953 and redeemable serially from June 1st, 1954 to June 1st 1973 inclusively, with interest at a rate not less 3% nor more than 4½ per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$100,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1954.	\$4,000.00
June 1st, 1955.	3,000.00
June 1st, 1956.	3,500.00
June 1st, 1957.	3,500.00
June 1st, 1958.	3,500.00
June 1st, 1959.	4,000.00
June 1st, 1960.	4,000.00
June 1st, 1961.	4,000.00
June 1st, 1962.	4,500.00
June 1st, 1963.	4,500.00
June 1st, 1964.	5,000.00
June 1st, 1965.	5,000.00
June 1st, 1966.	5,500.00
June 1st, 1967.	5,500.00
June 1st, 1968.	6,000.00
June 1st, 1969.	6,000.00
June 1st, 1970.	6,500.00
June 1st, 1971.	7,000.00
June 1st, 1972.	7,500.00
June 1st, 1973.	7,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at Arvida, county of Chicoutimi.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, or at Arvida, county of Chicoutimi.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, October 20, 1953, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, Arvida, County of Chicoutimi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ariva, (Comté de Chicoutimi), ce 30 septembre 1953.
 Le Secrétaire-trésorier,
 J.-A. FRÉCHETTE.
 Hôtel de Ville, 339, rue Davis, C.P. 2,
 Arvida, (Cté Chicoutimi), P.Q. 36560

Province de Québec

VILLE DE MONTRÉAL-SUD
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Yvon Saurette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1195 rue Victoria, Montréal-Sud (Chambly), jusqu'à 8 heures 30, p.m., mardi, le 20 octobre 1953, pour l'achat de \$312,500 d'obligations de la ville de Montréal-Sud, comté de Chambly, datées du 1er novembre 1953 et remboursables par séries du 1er novembre 1954 au 1er novembre 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Année	Capital
1er novembre 1954.....	\$20,000.00
1er novembre 1955.....	21,000.00
1er novembre 1956.....	21,000.00
1er novembre 1957.....	22,500.00
1er novembre 1958.....	24,000.00
1er novembre 1959.....	27,000.00
1er novembre 1960.....	27,500.00
1er novembre 1961.....	29,000.00
1er novembre 1962.....	29,500.00
1er novembre 1963.....	90,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il ya lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Sud, Cté Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Montréal-Sud, Cté Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Rrfondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 20 octobre 1953, à 8 heures 30, p.m., à l'Hôtel de Ville, 1195 rue Victoria, Montréal-Sud, Cté Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Sud, (Comté de Chambly), ce 30 septembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
YVON SAURETTE.

Hôtel de Ville, 1195 rue Victoria,
 Montréal-Sud, (Chambly), P.Q. 35661-o

Arvida, (County of Chicoutimi), September 30, 1953.
 J. A. FRÉCHETTE,
 Secretary-Treasurer.
 City Hall, 339 Davis Street, P.O.B. 2,
 Arvida, (County of Chicoutimi), P.Q. 35660

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL-SOUTH
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Yvon Saurette, Secretary-Treasurer, Town Hall, 1195 Victoria Street, Montreal-South, (Chambly), until 8.30 o'clock p.m. Tuesday, October 20, 1953, for the purchase of an issue of \$312,500 of bonds of the town of Montreal-South County of Chambly dated November 1st, 1953 and redeemable serially from November 1st, 1954 to November 1st, 1963 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Year	Capital
November 1st, 1954.....	\$20,000.00
November 1st, 1955.....	21,500.00
November 1st, 1956.....	21,500.00
November 1st, 1957.....	22,500.00
November 1st, 1958.....	24,000.00
November 1st, 1959.....	27,000.00
November 1st, 1960.....	27,500.00
November 1st, 1961.....	29,000.00
November 1st, 1962.....	29,500.00
November 1st, 1963.....	90,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal-South, county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Montreal-South, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday October 20, 1953, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 1195 Victoria Street, Montreal-South, County of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal-South, (County of Chambly) September 30, 1953.

YVON SAURETTE,
 Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1195 Victoria Street, Montreal-South, (Chambly), P.Q. 35661

Province de Québec

LES COMMISSIONNAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE (Île d'Orléans) (Comté de Montmorency)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Henri Aubin, secrétaire-trésorier, Saint-Pierre, Île d'Orléans, Cité Montmorency, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 19 octobre 1953, pour l'achat de \$112,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Pierre (I.O.) Cité Montmorency, datées du 1er septembre 1953 et remboursables par séries du 1er septembre 1954 au 1er septembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$112,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1954	x\$22,500.00
1er septembre 1955	x 23,500.00
1er septembre 1956	x 24,500.00
1er septembre 1957	1,500.00
1er septembre 1958	2,000.00
1er septembre 1959	2,000.00
1er septembre 1960	2,000.00
1er septembre 1961	2,000.00
1er septembre 1962	2,000.00
1er septembre 1963	2,000.00
1er septembre 1964	2,500.00
1er septembre 1965	2,500.00
1er septembre 1966	2,500.00
1er septembre 1967	2,500.00
1er septembre 1968	2,500.00
1er septembre 1969	3,000.00
1er septembre 1970	3,000.00
1er septembre 1971	3,000.00
1er septembre 1972	3,500.00
1er septembre 1973	3,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un montant total de \$71,226.00 accordée par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$23,742.00 chacun, de 1954 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 19 octobre 1953, à 8 heures p.m., à l'école du village, Saint-Pierre, Île d'Orléans, Cité Montmorency.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT-PIERRE (Island of Orleans) (County of Montmorency)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Henri Aubin, Secretary-Treasurer, Saint-Pierre, Island of Orleans, County Montmorency, until 8 o'clock p.m., Monday, October 19, 1953, for the purchase of an issue of \$112,500.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Saint-Pierre, (I.O.), County of Montmorency, dated September 1st, 1953, and redeemable serially from September 1st, 1954 to September 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$112,500.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1954	x\$22,500.00
September 1st, 1955	x 23,500.00
September 1st, 1956	x 24,500.00
September 1st, 1957	1,500.00
September 1st, 1958	2,000.00
September 1st, 1959	2,000.00
September 1st, 1960	2,000.00
September 1st, 1961	2,000.00
September 1st, 1962	2,000.00
September 1st, 1963	2,000.00
September 1st, 1964	2,500.00
September 1st, 1965	2,500.00
September 1st, 1966	2,500.00
September 1st, 1967	2,500.00
September 1st, 1968	2,500.00
September 1st, 1969	3,000.00
September 1st, 1970	3,000.00
September 1st, 1971	3,000.00
September 1st, 1972	3,500.00
September 1st, 1973	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total of \$71,226.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$23,742.00 each, and from 1954 to 1956 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or at Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial recompense, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tender will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday October 19, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Village School, Saint-Pierre, Island of Orleans, County of Montmorency.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Pierre, (Ile d'Orléans) (Comté de Montmorency), de 1er octobre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI AUBIN.

Saint-Pierre, (Ile d'Orléans),
Cté Montmorency, P.Q.

35668-o

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Pierre, (Island of Orleans) (County of Montmorency), October 1st, 1953.

HENRI AUBIN,
Secretary-Treasurer.

Saint-Pierre, (Island of Orleans),
(County of Montmorency), P.Q.

35668

Province de Québec

CANTON ELY, PARTIE SUD
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné P.-H. Drainville, secrétaire-trésorier, C.P. 39, Valcourt, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 19 octobre 1953, pour l'achat de \$60,000 d'obligations du Canton Ely, Partie Sud, comté de Shefford, datées du 1er septembre 1953 et remboursables par séries du 1er septembre 1954 au 1er septembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$60,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er septembre 1954	\$1,000.00
1er septembre 1955	1,000.00
1er septembre 1956	1,000.00
1er septembre 1957	1,000.00
1er septembre 1958	1,000.00
1er septembre 1959	1,000.00
1er septembre 1960	1,000.00
1er septembre 1961	1,500.00
1er septembre 1962	1,500.00
1er septembre 1963	1,500.00
1er septembre 1964	1,500.00
1er septembre 1965	1,500.00
1er septembre 1966	1,500.00
1er septembre 1967	1,500.00
1er septembre 1968	42,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Valcourt, Cté Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Valcourt, Cté Shefford.

Lesdites obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil, qui sera tenue lundi, le 19 octobre 1953, à 8 heures p.m., en la salle municipale, à Valcourt, Cté Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Canton-Ely, Partie Sud, (Comté de Shefford), ce 1er octobre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
C.P. 39, Valcourt, P.-H. DRAINVILLE.
(Cté Shefford), P.Q.

35662-o

Province of Quebec

TOWNSHIP ELY, SOUTH PART
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, P. H. Drainville, Secretary-Treasurer, P.O.B. 39, Valcourt, county of Shefford, until 8 o'clock p.m., Monday, October 19, 1953, for the purchase of an issue of \$60,000 of bonds of the Township of Ely, South Part, County of Shefford dated September 1st, 1953, and redeemable serially from September 1st, 1954 to September 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$60,000.00 — 15 years

Year	Capital
September 1st, 1954.	\$1,000.00
September 1st, 1955.	1,000.00
September 1st, 1956.	1,000.00
September 1st, 1957.	1,000.00
September 1st, 1958.	1,000.00
September 1st, 1959.	1,000.00
September 1st, 1960.	1,000.00
September 1st, 1961.	1,500.00
September 1st, 1962.	1,500.00
September 1st, 1963.	1,500.00
September 1st, 1964.	1,500.00
September 1st, 1965.	1,500.00
September 1st, 1966.	1,500.00
September 1st, 1967.	1,500.00
September 1st, 1968.	42,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Valcourt, County of Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Valcourt, County of Shefford.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, October 19, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall, at, Valcourt, County of Shefford.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ely Township, South Part (County of Shefford), October 1st, 1953.

P. H. DRAINVILLE,
P.O.B. 39, Valcourt, Secretary-Treasurer.
(County Shefford), P.Q.

35662

Vente d'effets non réclamés

Sale of Unclaimed Baggage

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1952 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, enceleur à 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le cinquième jour de novembre 1953, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 25 septembre 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
Le Surintendant,
G. E. BEGLEY.

35654-40-6

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Province of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, at 128 King Street East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the fifth day of November, 1953, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., September 25th, 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
G. E. BEGLEY,
Superintendent.

35654-40-6-0

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE COWANSVILLE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF COWANSVILLE
Comté de Missisquoi County of Mississauga

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par le présent donné par le soussigné, J. R. Ouellette, secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale de la Ville de Cowansville, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'encheré, au bureau de l'hôtel de ville de Cowansville, LUNDI, le 19 OCTOBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais encourus subséquemment, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

Comme appartenant à M.-Henri Louis Pollender:

"Un emplacement sis et situé dans la Ville de Cowansville, connu et désigné comme étant partie du lot numéro cent vingt-quatre (Ptie N° 124) du cadastre officiel du Village de Cowansville, et plus particulièrement décrété comme suit: Commençant à un point situé sur le côté Est du chemin public, à une distance de six cent deux pieds, plus ou moins, au sud du coin sud-ouest de cette partie dudit lot numéro cent vingt-quatre (Ptie N° 124) appartenant à M.-J. Émile Poirier, ou représentants; de là dans une direction nord, en suivant le côté est dudit chemin public, une distance de cent soixante pieds jusqu'à un point; de là, dans une direction est, une distance de cent pieds jusqu'à un point; de là, dans une direction sud-ouest jusqu'à un peuplier (poplar tree); de là, encore dans une direction sud-ouest, en suivant la rive du ruisseau, jusqu'au point de départ; et borné (ledit emplacement) comme suit: à l'ouest, par le chemin public, au nord, à l'est, et au sud, par le résidu dudit numéro cent-vingt-quatre (Ptie N° 124); avec maison et toutes autres bâtisses y érigées."

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles, et sujette au droit de retrait.

Public notice is hereby given by the undersigned, J. R. Ouellette, Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Town of Cowansville, that the property hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Town Hall in Cowansville, MONDAY, the 19th day of OCTOBER 1953, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of Municipal and School taxes with interests, and also the payment on the costs which shall subsequently be incurred, unless these taxes, interests, and costs be paid before the sale.

As belonging to Mr. Henri Louis Pollender:

"An emplacement situate in the Town of Cowansville, known and designated as being part of lot number one hundred and twenty-four (Pt. No. 124) of the official plan for the Village of Cowansville, and more exactly described as follows: commencing at a point situate on the Eastern side of the public road, a distance of six hundred and two feet, more or less, to the South of the South-Westerly corner of this part of said lot number one hundred and twenty-four (Pt No. 124) belonging to Mr. J. Émile Poirier, or assigns; thence, in a Northerly direction, along the Easterly side of the said public road, a distance of one hundred and sixty-feet to a point; thence, in an Easterly direction, a distance of one hundred feet to a point; thence, in a South-Westerly direction to a poplar tree, thence, again in a South-Westerly direction along the bank of the brook, to the starting point; the said emplacement bounded as follows: to the West, by the public road, to the North, to the East, and to the South, by the residue of said lot number One hundred and twenty-four; with the house and any building erected thereon."

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties, and subject to the right of redemption.

Donné à Cowansville, Qué., ce dix-neuvième jour du mois de septembre de l'année mil neuf cent cinquante-trois.

35605-39-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. OUELLETTE.

Given at Cowansville, Que., this nineteenth day of the month of September in the year nineteen hundred and fifty-three.

35605-39-2-o

J.-R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de Magistrat, { LA CORPORATION
N° 12,668. { LA MUNICIPALE DE
LA VILLE DE CADILLAC, avec siège à Cadillac district d'Abitibi saisisse; vs RAYMOND LAPALME, autrefois de Cadillac, district d'Abitibi, et actuellement d'adresse inconnue, défendeur saisi.

AVIS DE VENTE

Le lot numéro 217 du bloc 46 du cadastre officiel de la municipalité de la ville de Cadillac district d'Abitibi avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cadillac le SAMEDI DIX-SEPT OCTOBRE 1953 à DEUX heures de l'après-midi heure solaire.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos 5 septembre 1953.

35505-37-2-o

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District D'Arthabaska

Cour Supérieure, { PLESSISVILLE SPECIA-
N° 8614. { LITIES CO. LTD., cor-
poration légalement constituée, ayant sa place d'affaires à Plessisville, P.Q. District d'Arthabaska, demanderesse; vs JEAN A PELLERIN, autrefois de Princeville, et actuellement de Victoriaville, défendeur.

Les subdivisions suivantes de la division 15 du lot 1A du cadastre officiel pour le village de Princeville.

Lot	Division	Subdivision
1A	15	2
1A	15	4
1A	15	6
1A	15	8
1A	15	10
1A	15	12
1A	15	14
1A	15	16
1A	15	18

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, comté d'Arthabaska, le CINQ NOVEMBRE 1953, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 29 septembre 1953.
35648-40-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District d'Abitibi

Magistrate's Court, { THE MUNICIPAL
No. 12,668. { THE CORPORATION
OF THE TOWN OF CA-
DILLAC, with head office at Cadillac, district of Abitibi, garnisher, vs RAYMOND LAPALME, heretofore of Cadillac, district of Abitibi, and presently of unknown address, defendant, garnishee.

NOTICE OF SALE

Lot number 217 of block 46 of the official cadastral map of the municipality of the town of Cadillac, district of Cadillac, district of Abitibi, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Cadillac, SATURDAY, OCTOBER SEVENTEENTH, 1953, at TWO o'clock in the afternoon, Standard Time.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office,
Amos, September 5, 1953.
35505-37-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { PLESSISVILLE SPECIA-
N° 8614. { LITIES CO. LTD., a legal-
ly incorporated corporation ha-
ving its head office at Plessisville, P.Q., district of Arthabaska, plaintiff; vs JEAN A. PELLERIN, heretofore of Princeville, and presently of Victoriaville, defendant.

The following subdivisions of Division 15 of lot 1A of the official cadastral map for the village of Princeville.

Lot	Division	Subdivision
1A	15	2
1A	15	4
1A	15	6
1A	15	8
1A	15	10
1A	15	12
1A	15	14
1A	15	16
1A	15	18

To be sold at the parochial church door of St. Eusèbe de Stanfold, county of Arthabaska, on NOVEMBER FIFTH, 1953, at TWO o'clock in the afternoon..

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office,
Arthabaska, September 29, 1953.
35648-40-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { HARPER LEVASSEUR,
N° 7485. { journalier de Victoriaville, demandeur vs HORMISDAS CROTEAU, domicilié à Princeville, défendeur.

Le lot 2A 20, étant une subdivision d'une partie du lot 2A du cadastre officiel du village de Princeville comté d'Arthabaska, avec bâties y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Eusèbe de Standfold, comté d'Arthabaska, le CINQ NOVEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 30 septembre 1953. 35665-40-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { HARPER LEVASSEUR,
No. 7485. { laborer of Victoriaville, plaintiff vs HORMISDAS CROTEAU, domiciled at Princeville, defendant.

Lot 2A 20, being a subdivision of part of lot 2A of the official cadastre of the village of Princeville, county of Arthabaska, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Eusèbe of Stanfold, county of Arthabaska, NOVEMBER FIFTH, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

FÉLIX HOULE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, September 30, 1953. 35665-40-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { CHARLES EUGENE PI-
N° 18703. { CARD, commerçant de la Cité de Québec, demandeur; vs BERTRAND LANDRY, de Saint-Jean de la Lande, défendeur.

"Un lot de terre portant le numéro quarante (40) rang dix, (10) canton Robinson, avec bâties dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de la Lande, comté de Témiscouata, LUNDI, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE, 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 29 septembre 1953.
[Première insertion, samedi le 3 octobre 1953]
35650-40-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { CHARLES EUGENE PI-
No. 18703. { CARD, dealer of the city of Quebec, plaintiff; vs BERTRAND LANDRY, of St. Jean de la Lande, defendant.

"A lot of land bearing number forty (40) range ten, (10) Robinson Township, with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St. Jean de la Lande, county of Temiscouata, MONDAY, the SECOND day of NOVEMBER, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, September 29, 1953.
[First insertion: Saturday, October 3, 1953].
35650-40-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { EMILE OUELLET, com-
N° 16,580. { mercant de la paroisse de St-Athanase, demandeur vs HUBERT MICHAUD, de St-Eleuthère, défendeur.

"Le lot partie numéro cinq (p-5) du rang cinq (5) de Pohénégamook, contenant environ trente-trois (33) acres, avec bâties dessus construites, s'il y a, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Eleuthère, comté de Kamouraska, MARDI, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE, 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 29 septembre 1953.
[Première insertion, samedi le 3 octobre 1953]
35649-40-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { EMILE OUELLET, dea-
No. 16,580. { ler of the parish of St-Athanase, plaintiff, vs HUBERT MICHAUD, of St-Eleuthère, defendant.

"Part of lot number five (pt-5) of range five (5) of Pohénégamook, containing about thirty-three (33) acres, with buildings thereon erected, if any, circumstances and dependances."

To be sold at the parochial church door of St-Eleuthère, county of Kamouraska, TUESDAY, the THIRD day of NOVEMBER, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, September 29, 1953.
[First insertion, Saturday, October 3, 1953].
35649-40-2

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: { J. C. FONTAINE, marchand No. 164,772. { de Villeroy, comté de Lotbinière, district de Québec contre ARTHUR MERCIER, cultivateur, de Villeroy, comté de Lotbinière, district de Québec.

Un lot de terre situé dans le rang N° 15 (quinze) de la paroisse de Villeroy, comté de

QUEBEC

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: { J. C. FONTAINE, me chant, No. 164,772. { J. of Villeroy, county of Lotbinière, district of Quebec, against ARTHUR MERCIER, farmer of Villeroy, county of Lotbinière, district of Quebec.

A lot of land situate in range No. 15 (fifteen) of the parish of Villeroy, county of Lotbinière,

Lotbinière, portant les Nos 28 et 29 (vingt-huit et vingt-neuf), soit les subdivisions Nos 457 et 458 (quatre cent cinquante-sept et quatre cent cinquante-huit) du lot N° 723 (sept cent vingt-trois) du cadastre officiel de la Seigneurie de Deschaillons, borné à l'ouest à la route de Fortierville, au sud à la colonisation, au nord au chemin public et à l'est à Jean Rivard, avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Villerxy, comté de Lotbinière, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

AIMÉ DION.

Québec, 15 septembre 1953.

35562-38-2-o

[Première insertion: 19 septembre 1953.]

[Deuxième insertion: 3 octobre 1953.]

bearing numbers 28 and 29 (twenty-eight and twenty-nine), namely subdivisions Nos. 457 and 458 (four hundred and fifty-seven and four hundred and fifty-eight) of lot No. 723 (seven hundred and twenty-three) of the official cadastral map of the Seigniory of Deschaillons, bounded on the West by the Fortierville highway, on the South, by the colonization, on the North, by the public highway, and on the East, by Jean Rivard, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Villerxy, county of Lotbinière, the TWENTY-THIRD day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Quebec, September 15, 1953.

35562-38-2

[First insertion: September 19, 1953.]

[Second insertion: October 3, 1953.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { J. ACHILLE JOLICOEUR
N° 71,052. { J. avocat, de la Cité de
Québec, contre J. ALBERT
FORTIN, de La Tuque, temporairement à Charlemagne, Comté de l'Assomption, à savoir:

Les subdivisions N° 493 et 494 (quatre cent quatre-vingt-treize et quatre cent quatre-vingt-quatorze) du lot N° 28 (vingt-huit) étant des emplacements situés dans le 1er rang du canton Mailhot, ville de La Tuque, comté de Laviolle, avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Zéphirin de la Ville de La Tuque, comté de Laviolle, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

AIMÉ DION.

Québec, 29 septembre 1953.

35651-40-2-o

[Première insertion: 3 octobre 1953.]

[Deuxième insertion: 17 octobre 1953.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { J. ACHILLE JOLICOEUR,
No. 71,052. { J. advocate, of the City of
Quebec, against J. ALBERT
FORTIN, of La Tuque, temporarily at Charlemagne, County of l'Assomption, to wit:

Subdivisions Nos. 493 and 494 (four hundred and ninety-three and four hundred and ninety-four) of lot No. 28 (twenty-eight) being emplacements situate in the 1st range of Mailhot Township, town of La Tuque, county of Laviolle, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Zéphirin of the Town of La Tuque, county of Laviolle, the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Quebec, September 29, 1953.

35651-40-2

[First insertion: October 3, 1953.]

[Second insertion: October 17, 1953.]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District de Roberval
Cour Supérieure, { COTÉ BOIVIN & CIE,
N° 12964. { C INC. de Roberval, demandeur, vs WELLIE THIBEAULT, de Girardville, défendeur.

Avis est par les présentes donné que les terres et héritages sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas, à savoir:

La partie du lot de terre numéro cinquante-neuf-C (Pte N° 59C) du rang trois (3) du Canton Beaudet, situé au sud-ouest du chemin public et contenant cent quarante-sept (147) acres plus ou moins, avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Girardville, comté et district de Roberval, Province de Québec, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE 1953 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice de Roberval,
District de Roberval,
ce 30 septembre 1953.

35666-40-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Roberval
Superior Court, { COTÉ BOIVIN & CIE,
No. 12964. { C INC., de Roberval, plaintiff, vs WELLIE THIBEAULT, de Girardville, defendant.

Notice is hereby given that the undermentioned lands and tenements have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below:

Part of lot of land number fifty-nine-C (Pt No. 59C) of range three (3) of the Township of Beaudet, situate Southwest of the public road and containing one hundred and forty-seven (147) acres more or less, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Girardville, county and district of Roberval, Province of Quebec, the THIRD day of NOVEMBER, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff's Office,
Court House of Roberval,
District of Roberval,
September 30, 1953.

Sheriff.

35666-40-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { ROLAND OUELETTE,
N° 22642. } hôtelier de St-Sauveur
des Monts, autrefois de St-
Jérôme, district de Terrebonne, demandeur, vs
LÉON JUTEAU, entrepreneur-général de la cité
de St-Jérôme, district de Terrebonne, défendeur,
et LÉONARD & TURBIDE, es-qualité de ré-
gistrateur du comté de Terrebonne, mis-en-cause.

"Un emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue Danis, en la ville de Saint-Jérôme, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originale numéro quatre cent trente-deux (P. 432-24) des plan et livre de Renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, mesurant cinquante pieds de largeur, en front (50') le long de la rue Danis et trente pieds (30') de largeur en arrière sur quatre vingt-douze pieds et cinq dizième de pied (92'5') de profondeur dans la ligne nord-ouest et soixantequinze pieds et cinq dixièmes de pied (75.5') de profondeur dans la ligne sud-est, formant en superficie trois mille deux cent quinze pieds carrés, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec maison lambrissée en papier brique à deux étages et deux logements portant les numéros civiques 97 et 99 de la rue Danis.

"Ce dit emplacement étant borné en front vers le nord-est par la rue Danis (432-21) en arrière, vers le sud-ouest par une partie non subdivisée dudit lot N° 432 appartenant à Allyre Gareau, d'un côté vers le nord-ouest par une autre partie non subdivisée dudit lot N° 432 appartenant à Victor Durocher et de l'autre côté vers le sud-est par le résidu du lot N° 432-24 appartenant au présent débiteur.

Lequel emplacement présentement hypothéqué est maintenant connu et désigné sous le numéro deux de la resubdivision non officielle du lot originale numéro vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originale numéro quatre cent trente-deux (N° 432-24-2) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme."

Pour être vendu au bureau du Shérif dans la cité de Saint-Jérôme, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE 1953 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE,
St-Jérôme, ce 8 septembre 1953. 35519-37-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { WILLIAM WENMAN,
N° 22428. } marchand, des cité et
district de Montréal, demandeur; vs JACK RAPHAEL de la cité de Montréal
LOUIS SILVERSTONE et SOLOMON SCHLEIFER, de la cité d'Outremont, tous du
district de Montréal, défendeurs.

"Un emplacement ayant front sur la route numéro onze, municipalité du comté Piedmont, situé entre ladite route et la rivière Nord, composé d'une partie des lots numéros soixante-deux et soixante-trois (Nos ptie 62 et 63) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur des Monts, contenant une largeur de quatre cent quatre-vingt-pieds le long de ladite route numéro onze et une largeur de trois cent cinquante pieds le long de ladite rivière nord et

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { ROLAND OUELETTE,
No. 22642. } hotel-keeper of Saint-
Sauveur des Monts, heretofore
of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, plain-
tiff, vs LÉON JUTEAU, General Contractor
of the city of Saint-Jérôme, district of Terre-
bonne, defendant, and LÉONARD & TUR-
BIDE, es-qualité of Régistrār of the county of
Terrebonne, Mis-en-cause.

"An emplacement situate on the southwest side of Danis Street, in the town of St-Jérôme, forming part of lot known and designated under number twenty-four of the official subdivision of the original lot number four hundred and thirty-two (Pt. 432-24) of the official plan and book of reference for the town of Saint-Jérôme, measuring fifty feet in width in front (50') along Danis Street and thirty (30') in width in rear by ninety-two feet and five-tenths of a foot (92.5') in depth in the northwestern line and sev-
enty-five feet and five-tenths of a foot (75.5') in depth in the southeastern line, forming a su-
perficial area of three thousand two hundred and fifteen square feet, the whole English measure and more or less, with a two-storey, two
tenement house, covered with paper (imitation brick) bearing civic numbers 97 and 99 Danis
Street.

"This said emplacement being bounded in front on the northeast by Danis Street (432-21) in rear, on the southwest, by an unsubdivided part of the said lot No. 432 belonging to Allyre Gareau, on one side on the northwest, by another undivided part of the said lot No. 432 belonging to Victor Durocher and on the other side on the southeast, by the residue of lot No. 432-24 belonging to the present debtor.

Which emplacement, presently mortgaged is now known and designated under number two of the unofficial subdivision re-subdivision of the original lot number twenty-four of the official subdivision of the original lot number four hundred and thirty-two (No. 432-24-2) of the official plan and book of reference of the Town of Saint-Jérôme."

To be sold at the Sheriff's office in the city of Saint-Jérôme, the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jérôme, September 8, 1953. 35519-37-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { WILLIAM WENMAN,
No. 22428. } merchant, of city and
district of Montreal, plaintiff;
vs JACK RAPHAEL, of the city of Montreal,
LOUIS SILVERSTONE and SOLOMON SCHLEIFER, of the city of Outremont, all of
them of Montreal, defendants.

"An emplacement fronting on Highway number eleven in the municipality of Piedmont county, situated between the said Highway and North River composed of part of lots numbers sixty-
two and sixty-three (Nos Pt. 62 and 63) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Sauveur des Monts, containing a width of four hundred and eighty feet along the said Highway number eleven and a width of three hundred and fifty feet along the said North

étant borné en front au sud-ouest par ladite route numéro onze, en arrière au nord-est par ladite rivière Nord, d'un côté au nord-ouest par une partie dudit lot numéro soixante-deux appartenant à L. Gauthier ou représentants et de l'autre côté au sud-est par une autre partie dudit lot numéro soixante-trois appartenant à William Wennman ou représentants, sans bâtiesse.

À distraire

Un morceau de terrain situé dans la municipalité de Piedmont dans le comté de Terrebonne, entre la route numéro 11 et la rivière du Nord, étant partie des lots soixante-deux et soixante-trois, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, sur laquelle se trouve un édifice autrefois appelé "Old Lantern Inn"; ledit morceau de terrain est limité par la route numéro 11 du côté ouest, par la rivière du Nord du côté est, et par une ligne s'étendant de la route à la rivière et passant à une distance de dix pieds de ladite maison du côté nord et au sud par une ligne s'étendant de la route à la rivière et passant à une distance de quinze pieds de ladite maison.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Sauveur-des-Monts, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1953, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif. ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, le 29 septembre 1953. 35652-40-2

River and being bounded in front to the southwest by the said Highway number eleven in the rear to the northeast by the said North River, on one side to the northwest by a part of the said lot number sixty-two belonging to L. Gauthier or representatives and on the other side to the southeast by another part of the said lot number sixty-three belonging to William Wennman or representatives, without building."

To be distracted

A piece of land situated in the municipality of Piedmont in the county of Terrebonne, between Highway number 11 and the Rivière du Nord, being part of lots sixty-two and sixty-three, on the Official Plan and book of Reference of the Parish of St-Sauveur des Monts, on which is to be found a building formerly called "Old Lantern Inn"; said place of land is limited by the Highway number 11 on the West side, by the Rivière du Nord on the East side, and by a line extending from the highway to the River and passing at a distance of ten feet from the said house on the North side and to the South by a line extending from the Highway to the river and passing at a distance of fifteen feet from said house.

To be sold at the catholic church door of St-Sauveur des Monts on NOVEMBER the FOURTH Sauveur des Monts on NOVEMBER the FOURTH 1953 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALB. FOURNELLE.

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, September 29 1953. 35652-40-2-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Bruneau.....	Raymond.....	36	Hawkesbury, Ont.	Université d'Ottawa.
Daviault.....	Jérôme.....	19	Ottawa.....	Université d'Ottawa.
Guillet.....	Gordon-Adrien.....	22	Pointe-Gatineau	Université d'Ottawa.
Langlois.....	Henri.....	21	Ottawa.....	Université d'Ottawa.
Lemieux.....	Marie-Claire.....	28	Ottawa.....	Université d'Ottawa.
Monty.....	André-René.....	35	Stanstead.....	Université d'Ottawa.
Roy.....	Maurice-E.....	24	Maniwaki.....	Université d'Ottawa.

Hull, le 28 septembre 1953.— Hull, September 28, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
WILLIAM F. HADLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

35667-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Aylen.....	John Gordon.....	30	Ottawa.

Hull, 28 septembre 1953.— Hull, September 28, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
WILLIAM F. HADLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

35667-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT (3e année)

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW (3rd year)

Examen théorique — Theoretical Examination

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Béland.....	Jacques.....	25	Hull.
Levasseur.....	Edgar.....	37	Ottawa.
Taché.....	Pierre.....	25	Hull.

Hull, 28 septembre 1953.— Hull, September 28, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
WILLIAM F. HADLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

35667-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

(Octobre 1953 — October 1953)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Allard.....	Jean-Claude.....	18	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
2.— Barrette.....	Claire.....	20	Montréal.....	Collège Jésus-Marie.
3.— Beauvais.....	Claude.....	21	Montréal.....	Externat Classique Sainte-Croix.
4.— Bédard.....	Roch.....	19	Montréal.....	Séminaire de Philosophie.
5.— Bélisle.....	Jean-Guy.....	20	Montréal.....	Séminaire de Joliette.
6.— Bernier.....	Jean.....	19	Montréal.....	Collège Jean-de-Brebeuf.
7.— Bielski.....	C. M. Byron.....	23	Montréal.....	McGill University.
8.— Bissonnette.....	Louise.....	20	Montréal.....	Collège Marguerite Bourgeoys.
9.— Blais.....	Jean-Paul.....	20	Montréal.....	Collège André Gresset.
10.— Bonhomme.....	Jean-Pierre.....	21	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
11.— Borrow.....	Philip.....	21	Montréal.....	Sir George Williams College.
12.— Bourassa.....	Jean-Robert.....	20	Montréal.....	Collège Brébeuf.
13.— Bourbonnière.....	Gérard.....	23	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
14.— Boussat.....	Bernard.....	17	Outremont.....	Collège Barral, Castres Tarn, France.
15.— Brière.....	Germain.....	29	Montréal.....	Université d'Ottawa.
16.— Brunet.....	Paul-Émile.....	20	Montréal.....	Collège Saint-Laurent.
17.— Butters.....	Samuel.....	21	Montréal.....	Baron Byng High School.
18.— Capelovitch.....	Lawrence.....	22	Montréal.....	McGill University.
19.— Cardin.....	Jean-Réal.....	30	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
20.— Charpentier.....	Jacques-Lamoureux.....	22	Lachine.....	Séminaire de Philosophie.
21.— Chenevert.....	Jean-Guy-Norman.....	22	Montréal.....	Sir George Williams College.
22.— Chevrier.....	Rhéaume.....	22	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
23.— Ciaccia.....	John.....	20	Montréal.....	McGill University.
24.— Clemant.....	Fred.....	27	Outremont.....	University of Pennsylvania.
25.— Cloutier.....	René.....	20	Brosseau Station.....	Collège Sainte-Marie.
26.— Cohen.....	Avrum Irwin.....	21	Outremont.....	McGill University.
27.— Corbeil.....	Micheline.....	19	Montréal.....	Collège Basile-Moreau.
28.— Crestohl.....	Harvey.....	21	Montréal.....	University of Ottawa.
29.— Cutler.....	Philip.....	33	Montréal.....	Collège Bourget.
30.— D'Éom.....	Jacques-Émile.....	19	Montréal.....	Collège Stanislas.
31.— Desmarais.....	Michel.....	19	Outremont.....	Collège Louis-Collin.
32.— Drouin.....	Vincent.....	21	Verdun.....	Collège Loyola.
33.— Duchesneau.....	Jules.....	21	Saint-Lambert.....	Jésus-Marie, Outremont.
34.— Dufresne.....	Manon.....	20	Outremont.....	St Andrew's College, Aurora, Ont.
35.— Dunton.....	Jaime Wilson.....	20	Westmount.....	Collège Brébeuf.
36.— Filiatrault.....	Jean.....	23	Montréal.....	Université de Montréal.
37.— Forest.....	Maurice.....	22	Montréal.....	Collège André Grasset.
38.— Gagnon.....	J. Omer-Jean Yves.....	21	Montréal.....	McGill University.
39.— Gameroff.....	Marvin B.....	21	Outremont.....	Collège Jean de Brébeuf.
40.— Gaston.....	Pierre.....	21	Lachine.....	Collège Sainte-Marie.
41.— Geoffrion.....	Rémi.....	33	Verchères.....	Montreal West High School.
42.— Gomery.....	John Howard.....	21	Montreal West.....	Marianopolis College.
43.— Guardo.....	Elsa Rosa Maria.....	21	Montréal.....	Collège Stanislas.
44.— Guay.....	Gilles.....	18	Outremont.....	Collège Sainte-Marie.
45.— Hamel.....	Jean-Claude.....	22	Montréal.....	Sir George Williams College.
46.— Hannan.....	John Ralph.....	22	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
47.— Hébert.....	Marc.....	19	Saint-Eustache-sur-le-Lac.....	École des Bibliothécaires, Université de Montréal.
48.— Héroux.....	Roch.....	29	Hampstead.....	Séminaire Saint-Hyacinthe.
49.— Hickson.....	Michael E.....	20	Longueuil.....	McGill University.
50.— Holmes.....	Diane Elizabeth.....	22	Ville Mont-Royal.....	École des Hautes Études Commerciales.
51.— Hurteau.....	Philippe.....	35	Montréal.....	

Noms Names	Prénoms First Names	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
52.— Ivanski.	William.	35	Montréal.	University of Ottawa.
53.— Johnston.	David Ian.	21	Montréal.	McGill University.
54.— Khoury.	Edison.	23	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
55.— Kingstone.	Daniel.	21	Outremont.	McGill University.
56.— Kravitz.	Leo.	21	Ville St-Laurent.	Sir George Williams College.
57.— Lachapelle.	Lucien.	22	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
58.— Lafrance.	Guy.	24	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
59.— Lajoie.	André.	19	Montréal.	Collège Jésus-Marie.
60.— Lalonde.	Fernand.	21	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
61.— Lamer.	Joseph-Charles-Antonio.	19	Montréal.	Collège Saint-Laurent.
62.— Lanthier.	John P.	23	Westmount.	St Francis Xavier University.
63.— Lanthier.	Robert.	20	Montréal.	Collège Jean-de-Brébeuf.
64.— Laurénce.	André.	22	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
65.— Lauzer.	Denise.	19	Outremont.	Collège Jésus-Marie.
66.— Lavallée.	Gilles.	20	Montréal.	Externat Sainte-Croix.
67.— Lazare.	Daniel.	20	Westmount.	Westmount High School.
68.— Legrand.	Pierre.	20	Montréal.	McGill University.
69.— Levitt.	William.	24	Outremont.	Collège Jean-de-Brébeuf.
70.— Levy.	Lewis E.	22	Montréal.	McGill University.
71.— L'Heureux.	Jean-Jacques.	20	Montréal.	Collège André Grasset.
72.— McGilton.	Gordon Leonard.	22	Montréal.	McGill University.
73.— Marin.	Godfroy.	27	Montréal.	McGill University.
74.— Melançon.	Victor.	20	Verdun.	Collège Sainte-Marie.
75.— Mongeau.	Jacques.	21	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
76.— Moore.	Raymond.	20	Outremont.	Collège Jean-de-Brébeuf.
77.— Morris.	William Gauthier.	22	Montréal.	Université de Montréal.
78.— Paquin.	Bernard.	19	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
79.— Paré.	Michel.	21	Montréal.	Collège Sainte-Anne de la Pocatière.
80.— Patenaude.	Luce.	19	Montréal.	Collège Basile-Moreau.
81.— Paterson.	Alex K.	21	Montréal.	Bishop's University.
82.— Pélloquin.	Jean.	19	Montréal.	Séminaire de Philosophie.
83.— Perron.	Yves.	23	Ville St-Pierre.	Séminaire de Philosophie.
84.— Pesant.	Pierre.	20	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
85.— Phillips.	Edward O.	21	Montréal.	McGill University.
86.— Pigeon.	Yves.	19	Montréal.	Collège Bourget.
87.— Poirier.	Claire.	21	Montréal.	Collège Saint-Maurice.
88.— Poitras.	Lawrence A.	22	Montréal.	McGill University.
89.— Polisuk.	Théodore Harold.	21	Montréal.	McGill University.
90.— Potvin.	André.	24	Montréal.	Séminaire de Philosophie.
91.— Reynolds.	J. Kevin.	25	Montréal.	McGill University.
92.— Robert.	Raymond R.	21	Outremont.	Lycée Louis-le-Grand.
93.— Robichaud.	Joseph Philippe-Jacques.	22	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
94.— Roger.	Bernard Jean.	22		
95.— Rouleau.	Gontran.	25	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
96.— Saint-Germain.	Guy.	20	St-Hyacinthe.	Collège Jean-de-Brébeuf.
97.— Samson.	Richard.	22	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
98.— Samuels.	Kalman.	25	Montréal.	Sir George Williams College.
99.— Sauriol.	Jean.	22	Montréal.	Institut Mongeau et Saint-Hilaire.
100.— Shenker.	Max.	22	Montréal.	Strathcona Academy.
101.— Simard.	Yvon.	22	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
102.— Sivak.	Bernard.	21	Montréal.	Sir George Williams College.
103.— Tennenbaum.	Louis.	21	Montréal.	McGill University.
104.— Taviss.	Stanley.	20	Montréal.	McGill University.
105.— Therrien.	André.	22	Montréal.	Collège André Grasset.
106.— Toupin.	Lambert.	23	Oka.	Université d'Ottawa.
107.— Vermette.	Clermont.	20	La Prairie.	Collège Sainte-Marie.
108.— Verdy.	Pierre.	18	Outremont.	Collège Stanislas.
109.— Woloshem.	Bernard-Joseph.	22	Montréal.	Sir George Williams College.
110.— Clouston.	James MacRae.	30	Montréal.	McGill University.
111.— Montplaisir.	Jean.	22	Montréal.	Collège Sainte-Marie.
112.— Piekos.	Anthony Severin.	22	Montréal.	Assumption College (Windsor).
113.— Howatt.	Joseph F.	25	Montréal.	Queen's University, Kingston.
114.— Morin.	Paul-E.	26	Saint-Eustache.	Séminaire de Québec.
115.— Smart.	Hugh R.	30	Lachine.	Université McGill.
116.— Brodeur.	Raymond.	23	Montréal.	Université McGill.
117.— Duncan.	George W.	35	Montréal.	University of Toronto.
118.— Malcolm.	T. Anthony.	23	Montréal.	Université McGill.
119.— Patton.	A. G.	23	Montréal.	Collège Loyola.
120.— Robinson.	Jonathan.	24	Montréal.	Université McGill.
121.— Rivest.	W. G.	21	Montréal.	Séminaire de Joliette.
122.— Robertson.	A. W.	23	Montréal.	Bishop's.

Montréal, le 29 septembre 1953 — Montreal, September 29th, 1953.

Le Secrétaire,
W. A. GRANT,
Secretary.

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS A L'EXAMEN FINAL D'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATES TO THE FINAL EXAMINATION FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

(Octobre 1953 — October 1953)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
<i>Système de trois ans — Three year course</i>			
1.— Bourbonnière..... 1A.— Leclerc.....	Jean..... Stanley.....	29 31	Montréal. Montréal.
<i>Système de quatre ans — Four year course</i>			
2.— Archambault..... 3.— Boudreault..... 4.— Bourdon..... 5.— Cossette..... 6.— Desloges..... 7.— Gélinas..... 8.— Geoffroy..... 9.— Graftey..... 10.— Guérin..... 11.— Lussier..... 12.— Parsons..... 13.— Perrault..... 14.— Quesnel..... 15.— Vien..... 16.— Wilhelmy.....	J. Louis..... Gaston..... André A..... Luc..... Yvon Louis Georges..... Philippe..... Luc..... William Heward..... Jacques..... Marcelle..... Raymond Eric..... Pierre..... André..... Raymond..... François.....	24 27 27 24 35 24 26 25 26 24 27 26 25 26	Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Outremont. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal.
<i>Examen partiel — Partial examination</i>			
17.— Bless..... 18.— Lefebvre..... 19.— Chauvin.....	Joseph Stephen..... Jean Louis..... Roland.....	26 25 27	Montréal. Outremont. Montréal.

Montréal, le 29 septembre 1953 — Montreal, September 29th, 1953.

Le Secrétaire,
 W. A. GRANT,
 Secretary.

35667-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS A L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE D'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATES TO THE PRELIMINARY EXAMINATION FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

(Octobre 1953 — October 1953)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
<i>Examen partiel — Partial examination</i>			
1.— Bélanger..... 2.— Bertrand..... 3.— Boucher..... 4.— Brownstein..... 5.— Brown..... 6.— Brunet..... 7.— Charnetsky..... 8.— Cutler..... 9.— Donan..... 10.— Dorais..... 11.— Gamache..... 12.— Le Beau..... 13.— Massé..... 14.— Mercure..... 15.— Miller..... 16.— Morand..... 17.— Mierzwinski..... 18.— Saint-Pierre..... 19.— Zubkowski.....	André..... Jacques..... Gérald..... Arthur..... Thomas William..... Rhéal..... Pearl..... Philip..... David J..... Bernard..... Gaston..... Pierre..... André..... Luc..... William..... Cyrille..... Alexander..... Léo-A..... Ludwik Rabcewicz.....	25 24 26 23 25 29 24 34 25 24 29 24 27 24 26 25 28 31 39	Ville Saint-Laurent. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal.
20.— Bellemare..... 21.— Caumartin..... 22.— Fiske..... 23.— LeBel..... 24.— Marcotte..... 25.— Martial..... 26.— Weiner..... 27.— Roy.....	Jacques..... Jean..... Clarence Alexander Stuart	25 23 31 24 23 28 23 23	Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Montréal. Ville Mont-Royal. Montréal. Montréal.

Montréal, le 29 septembre 1953 — Montreal, September 29th, 1953.

Le Secrétaire,
 W. A. GRANT,
 Secretary.

35667-o

BARREAU DE QUÉBEC — QUEBEC BAR

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
<i>Examen de 3e année — 3rd year examination</i>			
Parent.	André.	37	Québec.
Lambert.	René.	26	Québec.
Bernier.	Jean-Paul.	24	Québec.
Letellier de Saint-Just.	Charles.	26	Québec.
Lemieux.	Michel.	24	Québec.
Thibault.	Lucile.	33	Québec.
Voyer.	Arnaud.	28	Québec.
Gagnon.	Jean.	26	Québec.
Boily.	Charles.	27	Montmorency.
Morissette.	Jean M.	25	Standon.
Michaud.	Gaston.	23	Québec.
Grégoire.	Gilles.		Québec.
<i>Examen de 4e année — 4th year examination</i>			
Fauteux.	Paul.	26	Québec.

Québec, le 30 septembre 1953 — Quebec, September 30th, 1953.

35667-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ANDRÉ GAGNON,
Secretary of Quebec Bar.**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 40**

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Landry vs Quirion.....

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Landry vs Quirion..... 9271

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

- 1084-A — Boîte de carton de Québec.
 1084-B — Peinture dans la Province (Correction).
 1085-A — Employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida, etc.
 1085-B — Barbier, coiffeur et coiffeuse dans la cité de Hull, etc.
 1085-C — Commerce de l'alimentation au détail de Québec.
 1085-D — Plombier, poseur d'appareils de chauffage, etc., Trois-Rivières.
 1085-E — Commerce de l'alimentation en gros de Québec.
 1085-F — Camionnage de Québec.....

ORDERS IN COUNCIL:

- 2961 1084-A — Paper box of Quebec..... 2961
 2962 1084-B — Paint in the Province (Correction). 2962
 2962 1085-A — Commerce and office employees in the city of Arvida, etc. 2962
 2963 1085-B — Barber and hairdressing in the city of Hull, etc. 2963
 2964 1085-C — Food products retail trade of Quebec. 2964
 2966 1085-D — Plumbing, steamfitting, etc., Trois-Rivières. 2966
 2967 1085-E — Food products wholesale trade of Quebec. 2967
 2970 1085-F — Cartage of Quebec..... 2970

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2939 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2939

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICE:

- Association des Propriétaires de Taxis de Lac St-Jean Est (Formation)....
 Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Mont-Laurier (Changement de nom)
 C.N.R. Terminal Credit Union (Foundation).....
 Durty Paint & Lacquer Company Limited (Directeurs).
 Hôpital Comtois, Inc. (Règlement).
 Insurance Exchange Building Ltd. (Dist. de l'actif).
 La Colonie de Vacances d'Acton Vale (Directeurs).
 Le Club Nautique de Valleyfield — Valleyfield Boating Club (Règlements)

- 2973 Association des Propriétaires de Taxis de Lac St-Jean Est (Formation) 2973
 2974 Chantier Coopératif de l'U.C.C. ae Mont-Laurier (Change of name).... 2974
 2971 C.N.R. Terminal Credit Union (Foundation)..... 2971
 2974 Durty Paint & Lacquer Company Limited (Directors)..... 2974
 2974 Hôpital Comtois, Inc. (By-Law)..... 2974
 2971 Insurance Exchange Building Ltd. (Dist. of the assets)..... 2971
 2971 La Colonie de Vacances d'Acton Vale (Directors)..... 2971
 2972 Le Club Nautique de Valleyfield — Valleyfield Boating Club (By-Laws). 2972

Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Fatima (Formation).....	2973	Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Fatima (Formation).....	2973
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Lorette (Formation).....	2972	Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Lorette (Formation).....	2972
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Siméon de Charlevoix (Formation).....	2972	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Simon de Charlevoix (Formation).....	2972
Snowdon Major Fastball League Inc. (Directeurs).....	2972	Snowdon Major Fastball League Inc. (Directors).....	2972
St-Donat, munic. de (Changement de nom).....	2974	St-Donat, munic. of (Change of name).....	2974
Strathcona Equipment Co. (Directeurs).....	2973	Strathcona Equipment Co. (Directors).....	2973
The Purdy & Henderson Co., (Quebec Limited) (Directeurs).....	2923	The Purdy & Henderson Co., (Quebec Limited) (Directors).....	2973
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:			
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2975	Concerning to private bills to be introduced during the coming session....	2975
CHARTES — ABANDON DE:			
Deakin Trading Co. Inc.....	2975	Deakin Trading Co. Inc.....	2975
Garage Belley Limitée.....	2975	Garage Belley Limitée.....	2975
J. H. Laberge Limitée.....	2975	J. H. Laberge Limited.....	2975
COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:			
Monarch Machinery Company Ltd....	2976	Monarch Machinery Company Ltd....	2976
Yates Uranium Mines, Inc.....	2976	Yates Uranium Mines, Inc.....	2976
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:			
Charron, Conrad-Hervé-Pierre.....	2976	Charron, Conrad-Hervé-Pierre.....	2976
Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant Jésus.....	2977	Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant Jésus.....	2977
Les Missionnaires de la Compagnie de Marie.....	2978	Les Missionnaires de la Compagnie de Marie.....	2978
Poulin, Joseph.....	2978	Poulin, Joseph.....	2978
Rimouski, ville de.....	2978	Rimouski, town of.....	2978
Sept-Iles, commissaires d'écoles de la ville de.....	2977	Sept-Iles, School Commissioners of the town of.....	2977
Ste-Monique, corporation de <i>et al.</i>	2978	Ste-Monique, Corporation of <i>et al.</i>	2978
Ste-Thérèse, commissaires d'écoles de la ville de.....	2977	Ste-Thérèse, School Commissioners of the town of.....	2977
St-Pierre de Joliette, syndics de la paroisse de.....	2977	St-Pierre de Joliette, trustees of the parish of.....	2977
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:			
AGRICULTURE:			
Cercle agricole de la paroisse de Ste-Marguerite-Marie.....	2979	Cercle agricole de la paroisse de Ste-Marguerite-Marie.....	2979
Cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse-des-Colombiers.....	2979	Cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse-des-Colombiers.....	2979
INSTRUCTION PUBLIQUE:			
<i>Municipalité scolaire de:</i>		EDUCATION:	
Shawinigan, village de.....	2980	<i>School Municipality of:</i>	
St-Charles-Garnier.....	2979	Shawinigan, village of.....	2980
St-Louis de Kamouraska.....	2975	St-Charles-Garnier.....	2979
St-Louis de Kamouraska.....	2975	St-Louis de Kamouraska.....	2980
TERRES ET FORÊTS:			
<i>Service du Cadastre:</i>		LANDS AND FOREST:	
Grantham, canton de.....	2976	<i>Cadastral Branch:</i>	
St-Laurent, paroisse de.....	2976	Grantham, township of.....	2980
St-Laurent, parish of.....		St-Laurent, parish of.....	2980
TRAVAIL:			
<i>Industrie ou métiers de:</i>		LABOUR:	
Boîte de carton dans la Province (Prélèvement).....	2976	<i>Industry or Trades of:</i>	
Boîte de carton dans la Province (Prélèvement).....		Paper box in the Province (Levy).....	2980
EXAMENS DU BARREAU:			
Hull: étude du droit.....	2996	BAR EXAMINATIONS:	
Hull: étude du droit.....		Hull: study of law.....	2996

Hull: pratique du droit	2996	Hull: practice of law	2996
Hull: pratique du droit (3e)	2997	Hull: practice of law (3rd)	2997
Montréal: étude du droit	2997	Montreal: study of law	2997
Montréal: pratique du droit (Final)	2999	Montreal: practice of law (Final)	2999
Montréal: pratique du droit (Prel.)	2999	Montreal: practice of law (Prel.)	2999
Québec: pratique du droit (3e et 4e)	3000	Quebec: practice of law (3rd and 4th)	3000

LETTERS PATENTES:

Ace Construction Company Ltd.
 Albéric Noreau Inc.
 Association Colombienne de Sept Iles Inc.
 Bald Mountain Oil Company
 Belle-Vue Upholstering & Bedding Co. Ltd.
 Benjamin G. Church Ltd.
 Benny's Cash and Credit Inc.
 Ben Talisman Inc.
 Best Made Clothing Company, Limited
 Community Press Inc.
 Engine & Marine Consultants Ltd.
 Ex. Larivière, Limitée
 Fanaberia Investments Inc.
 Galerie Opéra Limitée
 Georges Charron Ltée
 Industrial Recovery Co. Ltd.
 Institut d'Entrainement Mécanique Inc.
 — Mechanical Training Institute Inc.
 Interprovincial Research & Development Co. (Canada) Ltd.
 J. C. Papillon & Fils Limitée
 La Cité Modèle de Shawinigan Inc.
 Landry Lumber Company Ltd.
 La Pipe Beach Club Inc.
 Lasalle Cleaners Inc.
 Les Ateliers Naud & Frères, Limitée
 Les Loisirs St-Maxime Inc.
 Loisirs et Bien-Etre Déserte Ste-Thérèse
 L. P. Beaulieu Auto Inc.
 Magasin Eloi Ltée — Eloi Store Ltd.
 Marché Supérieur Incorporée
 Montreal Chinchilla Ranch Inc.
 Ninclaus, Inc.
 Outremont Realty Co.
 Papineau Country Explorers Co. Ltd.
 Peerless Paper Products Co.
 Property Builders Limited
 Quebec Bottled Gas Inc.
 Quebec North Mines Ltd.
 Quebec Sporting Goods, Limited — Quebec Sportif, Limitée
 Rawin Construction Ltd.
 R. Duchesne & Fils Ltée — R. Duchesne & Son Ltd.
 Regent Paper & Twine Inc.
 Regina Tobacco & Confectionery Co. Ltd.
 Rouleau Refrigeration & Radio Inc.
 Ruskin Tool & Dieworks Inc.
 Service Metals Incorporated
 Seven Islands Department Store Inc.
 Sixty Five Hundred Upper Lachine Road Inc.
 Space Research Corporation
 Stork Towne Inc.
 Supervised Investment Limited
 Theatre Premiums Inc.
 The Province of Quebec Association of Hospital Auxiliaries — L'Association des Auxiliaires d'Hôpitaux de la province de Québec
 Tovah Interests Ltd.
 Welia Continental Modes Inc.

LETTERS PATENT:

Ace Construction Company Ltd.
 Albéric Noreau Inc.
 Association Colombienne de Sept Iles Inc.
 Bald Mountain Oil Company
 Belle-Vue Upholstering & Bedding Co. Ltd.
 Benjamin G. Church Ltd.
 Benny's Cash and Credit Inc.
 Ben Talisman Inc.
 Best Made Clothing Company, Limited
 Community Press Inc.
 Engine & Marine Consultants Ltd.
 Ex. Larivière, Limitée
 Fanaberia Investments Inc.
 Galerie Opéra Limitée
 Georges Charron Ltée
 Industrial Recovery Co. Ltd.
 Institut d'Entrainement Mécanique Inc.
 — Mechanical Training Institute Inc.
 Interprovincial Research & Development Co. (Canada) Ltd.
 J. C. Papillon & Fils Limitée
 La Cité Modèle de Shawinigan Inc.
 Landry Lumber Company Ltd.
 La Pipe Beach Club Inc.
 Lasalle Cleaners Inc.
 Les Ateliers Naud & Frères, Limitée
 Les Loisirs St-Maxime Inc.
 Loisirs et Bien-Etre Déserte Ste-Thérèse
 L. P. Beaulieu Auto Inc.
 Magasin Eloi Ltée — Eloi Store Ltd.
 Marché Supérieur Incorporée
 Montreal Chinchilla Ranch Inc.
 Ninclaus, Inc.
 Outremont Realty Co.
 Papineau Country Explorers Co. Ltd.
 Peerless Paper Products Co.
 Property Builders Limited
 Quebec Bottled Gas Inc.
 Quebec North Mines Ltd.
 Quebec Sporting Goods, Limited — Quebec Sportif, Limitée
 Rawin Construction Ltd.
 R. Duchesne & Fils Ltée — R. Duchesne & Son Ltd.
 Regent Paper & Twine Inc.
 Regina Tobacco & Confectionery Co. Ltd.
 Rouleau Refrigeration & Radio Inc.
 Ruskin Tool & Dieworks Inc.
 Service Metals Incorporated
 Seven Islands Department Store Inc.
 Sixty Five Hundred Upper Lachine Road Inc.
 Space Research Corporation
 Stork Towne Inc.
 Supervised Investment Limited
 Theatre Premiums Inc.
 The Province of Quebec Association of Hospital Auxiliaries — L'Association des Auxiliaires d'Hôpitaux de la province de Québec
 Tovah Interests Ltd.
 Welia Continental Modes Inc.

LETTERS PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Acadia Acceptance Corporation Limited
Association Canadienne Française des
Aveugles Incorporée
New Inesco Mines Ltd.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

2960 Acadia Acceptance Corporation Limited 2960
Association Canadienne Française des
Aveugles Incorporée 2961
New Inesco Mines Ltd. 2961

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire de Esprit-Saint...
Mutuelle des Cuisiniers et Pâtissiers
Professionnels...

WINDING UP NOTICES:

2982 La Caisse Populaire de Esprit-Saint... 2982
Mutuelle des Cuisiniers et Pâtissiers
Professionnels... 2982

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Protection Mutual Insurance Company

2982 Protection Mutual Insurance Company 2982

PROCLAMATIONS:

Concernant la fixation du 12 octobre
1953 comme jour d'actions de grâces.
Convocation de la Législature pour
l'expédition des affaires...

PROCLAMATIONS:

2983 Concerning the fixing of the 12th of Oc-
tober, 1953, as a day of thanksgiving. 2983
2983 Convocation of the Legislature for the
dispatch of business. 2983

SIÈGES SOCIAUX:

Albert Fournier Inc.
Autobus Lemelin Limitée — Lemelin
Bus Line Limited
Cleverley, MacNeil and Wallace (Que-
bec) Limited
Construction Drummond Limitée
Engine & Marine Consultants Ltd.
Ex. Larivière, Limitée
J.-Léon Roy & Fils, Limitée
La Compagnie de Placements Hudson
Limitée
National Office Management Associa-
tion, Montreal Chapter, Inc.
Quebec North Mines Ltd.

HEAD OFFICES:

2986 Albert Fournier Inc. 2986
Autobus Lemelin Limitée — Lemelin
Bus Line Limited 2986
Cleverley, MacNeil and Wallace (Que-
bec) Limited 2985
2984 Construction Drummond Limitée... 2984
2984 Engine & Marine Consultants Ltd. 2984
2985 Ex. Larivière, Limitée 2985
2985 J.-Léon Roy & Fils, Limitée 2985
La Compagnie de Placements Hudson
Limitée 2986
2986 National Office Management Associa-
tion, Montreal Chapter, Inc. 2984
2985 Quebec North Mines Ltd. 2985

SOUMISSIONS:

Arvida, cité de
Ely, Partie Sud, canton de
Montréal-Sud, ville de
Neuville, commissaires d'écoles de (Cor-
rection)
Pointe-Claireville, commissaires d'écoles
de (Correction)
St-Pierre, I. O., commissaires d'écoles de

TENDERS:

2987 Arvida, city of 2987
2990 Ely, South Part, township of 2990
2988 Montréal-South, town of 2988
2986 Neuville, School Commissioners of (Cor-
rection) 2986
2986 Pointe-Claireville, School Commis-
sioners of (Correction) 2986
2989 St-Pierre, I.O., School Commissioners of 2989

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company ...

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

2991 Canadian Pacific Express Company... 2991

VENTES POUR TAXES:

Cowansville, ville de...

SALES FOR TAXES:

2991 Cowansville, town of... 2991

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Ville de Cadillac vs Lapalme...

SHERIFFS' SALES:

2992 Town of Cadillac vs Lapalme... 2992

ARTHABASKA:

Levasseur vs Croteau...
Plessisville Specialities Co. Ltd. vs
Pellerin...

ARTHABASKA:

2993 Levasseur vs Croteau... 2993
Plessisville Specialities Co. Ltd. vs
Pellerin... 2992

KAMOURASKA:

Ouellet vs Michaud...
Picard vs Landry...

KAMOURASKA:

2993 Ouellet vs Michaud... 2993
2993 Picard vs Landry... 2993

QUÉBEC:

QUEBEC:

Fontaine vs Mercier.....	2993	Fontaine vs Mercier.....	2993
Jolicœur vs Fortin.....	2994	Jolicœur vs Fortin.....	2994

ROBERVAL:

ROBERVAL:

Côté, Boivin & Cie Inc. vs Thibeault..	2994	Côté, Boivin & Cie Inc. vs Thibeault..	2994
--	------	--	------

TERREBONNE:

TERREBONNE:

Ouellette vs Juteau.....	2995	Ouellette vs Juteau	2995
Wenman vs Raphael <i>et al.</i>	2995	Wenman vs Raphael <i>et al.</i>	2995

35611-o

35611-o